

Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

N°73

AVRIL 1988

20 F

DOSSIER

Crise du
« Matin »,
liberté
de la presse

Kanaky
Un seul vote,
l'indépendance



PIERRE JUQUIN :
UN VOTE POUR L'AVENIR

Sans indécision, VOTER JUQUIN

Phénomène spécifique de cette élection si l'on en croit les experts qui scrutent les sondages, le grand nombre d'indécis et la complexité de leurs hésitations. Faut-il que, de reniements en cohabitation, les programmes politiques des uns et des autres aient été systématiquement brouillés et estompés !

Mitterrand en appelle à la « paix civile » et au « rassemblement », face à un Chirac qui affiche sa dynamique placidité pour faire pièce à la stoïque rondeur de Barre. On a entendu Lajoinie, qui ne craint pas d'en appeler à l'alignement de la CGT derrière sa candidature, expliquer que la vraie ligne de partage de la gauche isole le seul PCF du reste du monde. Et Edmond Maire, prétendant parler au nom de la CFDT, qui renvoie gauche et droite dos à dos.

La confusion portée à son comble n'est pas signe de santé démocratique. D'autant que, pour tenter de convaincre les hésitants, on gaspille des milliards au service de slogans creux. L'argent ruisselle et la politique se stérilise. Est-ce ainsi, hypocrisie supplémentaire, qu'on croit combattre un Le Pen qui se repaît de ce genre de pourrissement ?

Il est plus qu'urgent de remettre le débat politique sur ses pieds. En le plombant des vrais problèmes : le droit de vote pour les immigrés à toutes les élections, l'objectif du plein emploi, l'éradication de la pauvreté, l'abandon de la force nucléaire française, la libération des femmes, le droit à l'indépendance des Kanaks...

Parce que nous sommes déterminés à battre la droite — et nous ferons tout au second tour pour qu'elle le soit —, nous le montrerons au premier tour en émettant, comme dit Pierre Juquin, un vote « à gauche, à gauche, à gauche toute ! »

Oui, le 8 mai, sans hésitation, nous militerons pour que soit battu le candidat de la droite, fondé de pouvoir au grand patronat. Non pas qu'une sévère défaite de la droite fasse automatiquement une bonne victoire des travailleurs — la cuisante expérience de 1981-1986 est dans toutes les mémoires ! —, mais parce qu'au regard des intérêts des travailleurs et de leur mobilisation, c'est de meilleur augure.

Oui, le 24 avril, le premier bon augure, qui prépare au mieux le second, ce sera le vote pour Pierre Juquin. Un vote qui s'oppose radicalement au consensus mou des « grands » sur la nécessaire austérité, sur le souhaitable respect des institutions, sur l'indispensable soutien à la politique impérialiste. Consensus gros de toutes les recompositions que nous mitonne Mitterrand pour une nouvelle majorité de gauche accueillante à la droite. Un vote d'avenir parce qu'il est promesse de mobilisation.

Oui, le 24 avril, sans hésitation, nous votons Pierre Juquin !

SOMMAIRE

4 Pierre Juquin : un vote pour l'avenir, par François Dietrich.

10 Kanaky, un seul vote, l'indépendance, par Claude Gabriel et Vincent Kermel.

DOSSIER

13 Crise du « Martin », liberté de la presse, par Antoine Artous et François Linari.

21 Du plomb à l'octet, par Paul Cassetin.

ITALIE

23 La montée des comités de base, interview de deux membres de la LCR italienne.

28 Cobas et syndicats, par Michel Morrel.

NOTES DE LECTURE

31 Rédemption et utopie, par Enzo Traverso. A propos d'un livre de M. Löwy.

33 Les Cahiers d'étude et de recherche, par Pierre Rousset.

Pierre Juquin : Un vote pour l'avenir

FRANÇOIS DIETRICH

FAUT-IL pleurer, faut-il en rire, de ce moment de grandiose politique ? Plus les travailleurs subissent la crise capitaliste et s'y débattent, et plus nos politiciens prennent de la hauteur, sans doute pour ne pas être incommodés par les effluves. Les courbes du chômage, de la grande et petite pauvreté n'en finissent pas de commencer à ralentir leur hausse. Le grignotage du niveau de vie de la population s'accroît chaque année. La remise en cause des acquis sociaux bat son plein dans tous les domaines : santé, éducation, libertés publiques et syndicales. L'odeur nauséabonde de l'extrême droite remonte des égouts et commence à tourner la tête des plus démunis, des plus désespérés.

Comme le capitalisme français et international a compris les leçons du passé, il nous sert sa purge à petites doses, par peur que les travailleurs n'en fassent une indigestion trop brutale. En fait, c'est bien tout ce qui reste comme sujet de discussion aux politiciens bourgeois : à quel rythme administrer la potion pour que le patient n'en vienne pas à penser que la guérison ira plus vite sans le médecin.

Le problème de nos politiciens est bien que ce débat thérapeutique manque de charme pour les électeurs. Auront-ils droit à la médecine douce et progressive prônée par le CDS, les radicaux valoisiers, ou d'autres esprits éclairés du RPR comme Séguin, Barzach ou Malhuret, et auxquels le PS servirait volontiers d'infirmière ? Ou au contraire aux clystères de Pasqua et de Le Pen ? Voilà une alternative qui manque d'attrait, assurément, d'autant qu'au bout du compte, le résultat escompté est le même : les travailleurs devront faire les frais de la crise capitaliste.

JACQUES BARRE ET RAYMOND CHIRAC

Ne cherchez plus, vous avez la clef de cette campagne présidentielle enthousiasmante : puisque l'essentiel n'est pas vendable, n'en disons rien. Bonjour les slogans creux, les formules vides : en quelques années le discours politique a atteint les hauteurs du vide sidéral.

Ils sont l'un et l'autre candidat : c'est donc qu'ils ont chacun un programme différent, penseront les esprits naïfs qui s'imaginent vivre en démocratie. Eh bien non, pas du tout, il n'y a pas de divergence, ils s'estiment, ils se respectent, et d'ailleurs ils ne polémiqueront pas entre eux : leur seul ennemi, c'est le PS et le système « socialiste » dont il serait le porteur. (Comme on aimerait les croire !). Pourquoi y a-t-il deux candidats ? C'est une affaire de personnalité, de tempérament, d'humeur, de feeling. C'est un choix démocratique, ou on ne s'y connaît pas ! Selon que vous préférerez les notables de province, leur prudence rassurante, mais qui aiment de temps en temps les bons mots et les pince-fesses, ou au contraire le genre cadre fonceur mais qui au fond garde un cœur d'or dans un gant d'acier, vous voterez pour l'un des deux. De programme d'ailleurs, ils n'en ont pas et en sont fiers. Sauf quand Chirac, le naturel revenant au galop, promet les jeux Olympiques ou de financer le retour des mères au foyer, ils ne font aucune promesse, pas une seule. Donc on ne pourra pas leur reprocher d'en avoir faites. Ne rien avoir à dire est devenu une vertu indispensable pour être président de la République.

Le résultat sur les panneaux : Barre y affiche sa ronde vacuité : « confiance... ». Avant la campagne, il se taisait. Maintenant qu'il parle, on a beau tendre l'oreille, on n'en entend pas davantage. Chirac, lui, a pris des cours pour sourire sur les photos : « il écoute, il rassemble, il construit... ». Comme on n'arrive pas en croire nos yeux, les affiches nous le confirment : mais oui, c'est Chirac !

Deux candidats.....qui pourraient s'unir demain dans un même parti, comme nous le suggère le sémillant Ballardur, et qui en sont donc réduits à se différencier sur des traits psychologiques au rabais. Ce qui n'exclut pas, du moment même que le fond du débat est occulté, les coups bas et les polémiques assassines, alimentées par les appétits des basses-cours. Décidément, il n'y a pas que le libéralisme Reaganien que le droite nous a importé des Etats-Unis, mais aussi ce degré zéro de la politique, transformée en marketing publi-

citaine, dans lequel la publicité elle-même n'a plus aucun rapport avec le produit qu'elle vante. Un spectacle aussi affligeant a ceci de rassurant qu'il en dit long sur un personnel politique bourgeois qui n'a plus d'avenir à proposer et qui doute lui-même de tout.

Mais personne ne s'y trompe : l'enjeu est colossal. Car s'ils n'en parlent quasiment pas, ils sont d'accord sur le traitement : la crise doit être payée par la grande masse des travailleurs. Que la méthode soit brutale ou plus douce, c'est entre eux une affaire de nuance, chacun devant d'ailleurs juger que ce sera une question d'opportunité. Mais le traitement ne changera pas et il s'appellera chômage, répression, régression des droits sociaux, régression du niveau de vie, mépris pour les travailleurs, glorification du capitalisme sauvage.

Que l'un ou l'autre soit président et le traitement sera appliqué dans tous les cas. D'autant plus, que derrière eux, s'agite le gourou du fascisme à visage humain, le partisan des pleines doses, celui qui ne fait que pousser la logique à son terme, qui réclame la peau des immigrés pour avoir demain celle de tous ceux qui relèveraient la tête.

Mais que nous offre-t-on à gauche ?

DU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ AU TONTON-PLANEUR

Lionel Jospin l'a avoué : les socialistes, s'ils revenaient à la gestion des affaires, ne gouverneraient pas comme en 1981. Parce qu'ils ont appris. Appris quoi ? Qu'il faut être raisonnable, pas sectaire, respecter les rythmes économiques « naturels ». Nous voilà prévenus : ne vous attendez même plus à quelques audaces comme l'abolition de la peine de mort ou la réduction du temps de travail, qui n'avaient fait somme toute que mettre la France au « niveau européen » dont il est justement tant question ces temps-ci. Avec un Parlement rose-bis, vous auriez le droit à la gestion sérieuse des affaires, c'est-à-dire la thérapie un peu plus douce.

Mais le « changement », c'est fini, à croire qu'aujourd'hui tout va mieux qu'il y a sept ans.



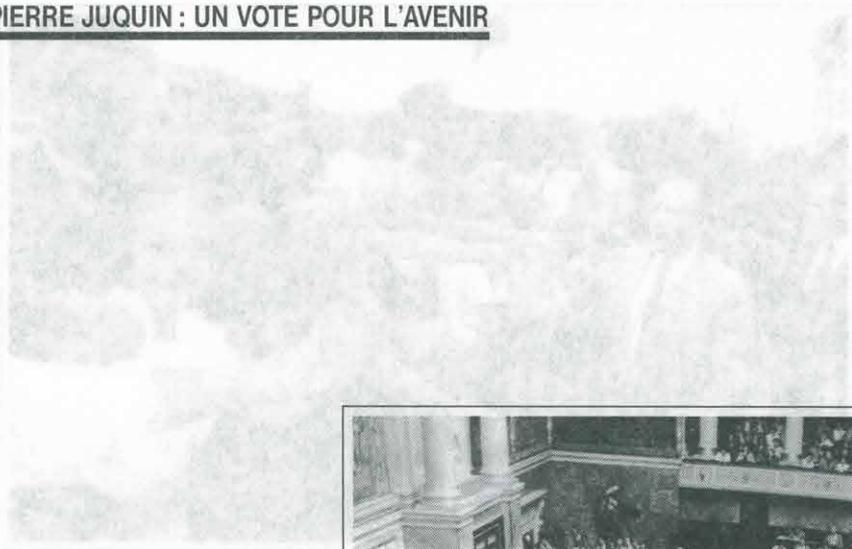
Dans le rôle de père de la patrie et de ses enfants.

C'est dire qu'ils ont de la concurrence, nos frères ennemis de la droite, en matière de politique aérienne. Là où ils prennent de la hauteur, Tonton plane, et le PS avec lui, sur les sommets de la France éternelle qui doit « être unie ». Changer la société : pensez donc, c'est démodé, bon pour les attrape-nigauds de 1981, une erreur de jeunesse comme l'a dit le candidat. Solidarité, justice, défense contre les ennemis de la France, unité face au marché européen de 1992 : avec ça, Raymond Chirac et Jacques Barre n'ont qu'à bien se tenir. Dans le rôle de père de la patrie et de ses enfants, ils ont un métré de retard : avant même d'être candidat, François Mitterrand était déjà dans le rôle. Il n'a pas besoin de dire, puisqu'il est. Le vide du discours, il le remplit par le prestige de la fonction.

Cela a certes donné un plaisant spectacle surréaliste, dans lequel le candidat-président arpente le pays et les réunions de notables, pour tenir, devant des parterres polis ou bouche-bée, d'aimables dissertations morales sur la nécessité de défendre ses idées, de ne pas être tête de linotte, d'avoir les pieds sur terre. Ça, c'était pour en rire.

L'INSOUTENABLE LEGERETE DU PROGRAMME

Mais une fois le président condescendant à se présenter dans l'arène, il nous reste beaucoup de raisons de rire jaune. Comment oublier que ce petit jeu camoufle si mal l'absence de tout nouveau projet autre que la gestion de la crise du capitalisme ? Comment oublier que cette campagne en trompe l'œil est le produit de l'écoeuvante lâcheté de tous ceux qui n'ont pas eu le courage de prendre, il y a sept ans, le risque du vrai changement pour lequel ils avaient été élus dans l'enthousiasme ? Comment qualifier l'utilisation de la grosse ficelle gaullienne du « moi ou le chaos » que François Mitterrand nous res-



Pourquoi dissoudre l'Assemblée avant d'avoir testé les possibilités d'accord ?

sert en se présentant ? La démocratie s'arrête donc une nouvelle fois aux marches du palais où les monarques éclairés veillent sur le destin de chacun et décident pour tous, une fois oubliés les trémolos des campagnes électorales.

Car, derrière le spectacle, quel est le programme, pardon, « les orientations » ? La cohabitation est finie, nous dit le PS. Mais dissoudra-t-on par conséquent le Parlement au lendemain d'une réélection ? C'est à voir, foin de sectarisme, car, médecine douce pour médecine douce, pourquoi ne pas tenter de se mettre d'accord avec l'ensemble de ceux qui en sont partisans ? Va-t-on réduire les dépenses d'armement pour redresser les budgets sociaux : pas question. Redonnera-t-on au pays les moyens de contrôler les entreprises « privatisées » qui ont été remises entre les mains des « noyaux durs » du grand capital ? Ce n'est plus d'actualité ! Il faudra lutter contre la crise du capitalisme... Sans gêner les capitalistes. Coupera-t-on l'herbe sous le pied à la montée du rascisme en donnant les droits civiques et électoraux aux immigrés qui le souhaitent ? Précipitation gauchiste ! On tentera quelques expériences de délégations immigrées sans pouvoir de décision, dans quelques communes, pour voir... Quant au chômage,

alors là, pas de démagogie : ce sera long et difficile, il faut que les entreprises se redressent. Et voici au fond le vrai message de « paix civile et sociale » dont Mitterrand veut se faire le porteur : il n'y a pas d'autre issue que de continuer à gérer la crise, et mieux vaut la politique qui met un peu de baume sur les plaies du chômage que celle qui y verse du sel.

PCF :

L'IMPOSSIBLE PARDON

A chaque élection, le PCF fait du passé table rase. Mais les travailleurs n'ont pas la mémoire courte. En 1983, Georges Marchais présentait le bilan du gouvernement de gauche comme plus positif encore que celui du Front populaire. En 1984, il quittait le navire en ayant senti le verdict électoral des municipales de 1983 et des européennes de 1984 et, depuis, il n'a pas de mots assez durs pour dénoncer le Parti socialiste. Oubliés, les ministres communistes, oublié, l'accord avec le PS de 1981 qui s'engageait à une solidarité sans faille « jusqu'au niveau des entreprises ». Le PCF se fait aujourd'hui le champion des revendications comme le SMIC à 6 000 francs. Mais qui peut perdre de vue le

cours sectaire permanent que ce parti impose à la CGT, dans toutes les luttes, et qui contribue chaque jour à désunir les rangs des travailleurs ? Et qui peut accepter le chantage permanent au désistement à gauche au deuxième tour, au risque de faire passer le candidat de droite qui sera, quoi qu'il advienne, le plus acharné contre les travailleurs. En 1981, le PCF s'était essayé à ce jeu criminel jusqu'à proposer en sous-main le « vote révolutionnaire de droite ». On nous ressort le même triste spectacle aujourd'hui.

L'avenir passe désormais en dehors de ce parti qui a tenu tous les langages, fait toutes les promesses, mais qui s'est révélé, à chaque étape, hostile à l'unité des travailleurs, dans les luttes comme sur le terrain électoral. Des milliers de militants continuent leur combat contre le capitalisme en dehors de lui, sans connaître le découragement et la désorientation qui furent le lot de leurs aînés lorsqu'ils se dispersèrent autrefois au rythme des désillusions.

UNE GENERATION PEUT EN CACHER UNE AUTRE

L'émergence du courant communiste rénovateur est bien un nouveau signe de ce que, décidément, la politique a horreur du vide. Et, avec elle, les courants profonds de la jeunesse, des travailleurs, des femmes, des immigrés, le pays réel. En trente ans, le monde a probablement plus changé qu'en aucune autre période de l'histoire. L'humanité a plongé dans le futur, dans l'ère des ordinateurs, de l'automatisation, des fusées spatiales, de la révolution biologique. L'expansion capitaliste de l'après-guerre a entrouvert les portes d'une société où la productivité du travail permet d'envisager tout à la fois la satisfaction des besoins sociaux et la libération de l'aliénation des tâches immédiates de la production.

Mais la crise capitaliste a mis fin au rêve que l'expansion avait généré. Et jamais peut-être, contrairement aux idées dominantes, la crise capitaliste n'a été autant perçue comme une absurdité. Des millions de travailleuses et de travailleurs ont eu accès à la culture de masse, à une forma-

tion secondaire, voire universitaire. La « classe ouvrière » d'aujourd'hui n'est plus, au sens immédiat, cette classe privée de culture dont parlait Marx, mais elle est faite d'une large frange de travailleurs-techniciens, possédant une formation générale, une connaissance du monde à l'heure des médias universels, et qui ne vivent plus l'exploitation capitaliste comme une fatalité. Bien davantage sans doute que leurs aînés du Front populaire, les travailleurs perçoivent le capitalisme non seulement comme une injustice, mais comme une absurdité, parce que leur degré de connaissance et de formation leur permet d'entrevoir une alternative.

Tous ceux-là, la gauche a manipulé et trahi leurs rêves en Mai 68, en mars 1978, en mai 1981. L'invasion de la Tchécoslovaquie et le coup d'Etat militaire en Pologne leur ont ôté leurs dernières illusions sur les sociétés bureaucratiques de l'Est et sur le crédit qu'on pouvait accorder à un parti qui osait encore y voir un « socialisme réel ». Ce qu'ils veulent, et ce que nous voulons avec eux, ce n'est pas seulement un salaire décent pour consommer davantage. C'est aussi le respect de leur qualification, de leur savoir, de leur intelligence, de leur identité. C'est une véritable démocratie, politique, sociale, économique pour vivre l'aventure du XXI^e siècle. Ce qu'ils ne supportent plus, c'est la discrimination raciste, l'étranglement du tiers monde, le saccage de la planète, la manipulation de leurs espoirs par des appareils qui les ont trahis à répétition depuis vingt ans. Ni Tonton paternaliste, ni grand frère baroudeur, ni professeur méprisant : ce qu'ils veulent, c'est qu'on ne décide plus pour eux, parce qu'ils se sentent capables de décider collectivement par eux-mêmes.

UNE LAME DE FOND

La candidature de Pierre Juquin et le mouvement, encore limité mais réel, qu'elle a suscité, ne sont donc pas le produit du hasard mais le premier effet politique d'une lame de fond qui court au sein du mouvement ouvrier français. Après des années de stagnation et de reculs, durant lesquelles les travailleurs ont subi, découragés, les attaques capitalistes, une

remobilisation, sociale et politique, s'est faite jour, depuis que la vague de grèves de l'hiver 1986-1987 a marqué un point d'inflexion.

L'émergence des coordinations, entretenant avec les partis et syndicats un nouveau rapport, exprimant la volonté du mouvement de contrôler jusqu'au bout revendications, conduite de la lutte, négociations, reflète plus qu'une mode. Depuis lors, cette pratique fait école dans de nombreuses luttes, où l'on voit se multiplier les coordinations professionnelles mélangeant intimement revendications salariales, défense des statuts et des qualifications acquises, réflexions sur le contenu du travail. Ne nous y trompons pas : même s'il est profondément remodelé par le contexte de crise sans précédent des partis et syndicats traditionnels, l'esprit de Mai 68 continue vingt ans après à couvrir sous la cendre.

Cette réalité profonde correspond bien évidemment à des niveaux de conscience très différents, dans lesquels le dégoût des vieilles organisations rend ambivalent le rapport aux autres luttes, aux organisations existantes, à la nécessité de s'unir à d'autres pour obtenir un meilleur rapport de forces face à l'adversaire patronal ou étatique, qui n'est pas toujours ressenti comme commun. Le corporatisme s'y manifeste incontestablement, la manipulation par des tendances « apolitiques » y reste possible, et les organisations traditionnelles continuent à jouer un rôle dans ces mobilisations. Il peut d'ailleurs être positif lorsque les syndicats jouent leur rôle d'aide aux travailleurs en lutte sans chercher à diviser leurs rangs à leur profit.

Mais c'est dire que cette tendance profonde, fruit du développement du capitalisme lui-même, ne pourra poursuivre et s'épanouir que si elle trouve son prolongement et sa place au niveau politique proprement dit. D'une aspiration diffuse, doit naître un projet de société. Il faut une force qui comble le vide laissé à gauche par un Parti communiste discrédité et un Parti socialiste qui survit faute de concurrent sérieux. Cette force politique devra entretenir avec sa base sociale un nouveau rapport, qui nourrisse les luttes, les aide à s'organiser, stimule la réflexion, mais ne se substitue pas à la grande masse des travailleurs dans leurs choix. Cette force doit

se faire la championne de l'unité des travailleurs face à la crise et définir, avec tous ceux et celles qui s'y retrouvent, une véritable issue pour tous.

DU REFUS DE L'AUSTÉRITÉ AU SOCIALISME

Le courant qui commence à s'organiser à l'occasion de la campagne de Pierre Juquin, c'est d'abord celui du refus de la logique capitaliste, le refus de l'austérité, et par conséquent le refus de la politique des discours fumeux qui visent à mieux faire passer la pilule.

Avec raison, Pierre Juquin insiste sur sa volonté d'animer une campagne faite de concret, d'immédiat, de réalisme, alors que sévit partout la politique du rideau de fumée. Nous voulons, la grande masse des travailleurs veut, sortir de la crise, mettre fin au gaspillage, à l'anarchie capitaliste, trouver les fondements d'une nouvelle croissance sociale et économique qui s'appuie d'abord sur les besoins du pays réel.

Ce qu'il faut, c'est un véritable plan d'urgence qui enraye la spirale de la crise. Le SMIC à 6000 francs, y compris pour les chômeurs, la semaine de 35 heures pour tous sans diminution de salaire, la gestion immédiate de la Sécurité sociale par les seuls salariés qui en sont les seuls financeurs, le droit de vote pour les immigrés, sont aujourd'hui les axes majeurs de ce plan. Les capitalistes déclarent ce plan inacceptable pour la survie de l'« économie », de leur économie ? Mais leurs plans à eux, le sont-ils, qui étranglent les peuples du tiers monde, dilapident des centaines de milliards dans la spéculation financière et créent un chômage galopant ? Lorsqu'on les compare à la réalité présente, celle du krach, et à l'accroissement de l'exploitation, ces revendications au demeurant apparaissent bien modestes. Les cris des patrons et de leurs experts ne sont-ils pas l'expression de leur éternel refus de céder des miettes de leurs profits ? Déjà en 1936, les 40 heures devaient mettre l'économie à bas !

Que la mobilisation leur impose la satisfaction de ces légitimes revendications et l'on pourra juger des capacités de résis-

Kanasky : un seul vote, l'indépendance !



La volonté de contrôler jusqu'au bout la conduite du mouvement.

tance du capitalisme. Et si celui-ci peut gaspiller et détruire, mais est incapable de maintenir les acquis des travailleurs, alors il deviendra clair qu'il faut changer de système.

Que les capitalistes s'en aillent, si ils sont en faillite ! Que toutes les entreprises qui ferment ou qui licencient soient placées sous contrôle des travailleurs ! Que les entreprises « privatisées », les grandes firmes qui gouvernent en fait aux destinées du pays, ne soient pas « étatisées » à nouveau, mais remises sous le contrôle démocratique de tous ceux qui y travaillent, et dont l'énergie créatrice vaut cent fois celle des technocrates « décideurs ». L'argent manque ? Qu'on le prenne où il se trouve, par exemple dans le budget militaire qui doit être massivement réduit au profit des budgets sociaux. Qu'un large débat s'engage dans tout le pays sur les moyens d'une telle politique, comme dans les industries d'armement où les travailleurs peuvent dès aujourd'hui débattre des moyens à mettre en œuvre pour reconverter les moyens de production au profit de la société ou en direction du tiers monde.

Le mouvement qui se forme aujour-

d'hui autour de la candidature de Pierre Juquin au sein des comités d'initiative et de soutien doit se saisir de ce plan, le débattre, l'enrichir et transformer ainsi le rapport de milliers de travailleurs à la politique. Sa dynamique préfigure ce que pourrait être un mouvement démocratique, unitaire, de masse, face à la crise capitaliste.

L'histoire nous apprend que ce mouvement indispensable ne pourra faire l'économie d'un affrontement avec l'Etat capitaliste, sa police, son armée, sa justice. Un tel mouvement devra s'adresser aux travailleurs du monde entier, à commencer par les travailleurs d'Europe, pour véritablement remettre en cause le capitalisme. Son développement, dont le regroupement aujourd'hui autour de la candidature de Pierre Juquin est une ébauche, permettra de débattre de ces questions au cours même du combat.

Le 24 avril, pour battre la droite, pour sortir de la crise, pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme : votez Pierre Juquin !

François Dietrich

Kanaky : un seul vote, l'indépendance !

CLAUDE GABRIEL ET VINCENT KERMEL

BERNARD PONS, ministre des DOM-TOM, n'est pas à une contradiction près. Soucieux de justifier sa politique répressive en Nouvelle-Calédonie, il répète à qui veut l'entendre que l'affaire se réduit à une tentative de déstabilisation de la part de la minorité kanake, évidemment manipulée de l'extérieur. En cette veille d'élection présidentielle, il déclare : « *Nous avons arrêté toutes les dispositions permettant de donner aux forces de l'ordre les moyens de rapidité d'intervention pour neutraliser immédiatement toutes les menaces à l'ordre public*¹. » Ainsi, par définition, l'ordre public ne peut être troublé que par une minorité, puisque la démocratie républicaine est censée représenter l'intérêt général. Cependant, même le plus obtus des ministres ne peut en rester à de telles platitudes. De temps à autre, à l'occasion d'un énième débat sur le statut du territoire, même Bernard Pons consent à admettre qu'il faut « *favoriser le retour à une coexistence harmonieuse des différentes composantes de la communauté calédonienne*² ».

Propos contradictoires donc, qui illustrent le dilemme du gouvernement. Celui-ci veut trouver une solution, sans toucher aux intérêts majeurs de la bourgeoisie caldoche, sans compromettre l'ensemble de l'édifice colonial de la France dans le Pacifique et au-delà, sans céder trop de terrain au mouvement nationaliste kanak... En d'autres termes : chercher un remède pour le long terme, en commençant par s'attaquer au FLNKS, c'est-à-dire en rendant de plus en plus impossible toute conciliation au plan institutionnel. De ce cercle vicieux, Bernard Pons ne sortira jamais. Non seulement par vocation politique, mais aussi par conviction : lui aussi croit à la mission civilisatrice de la France. Son poste de ministre des DOM-TOM n'est en réalité que celui de vice-ministre de l'Intérieur chargé des colonies. Pour lui, en Nouvelle-Calédonie, l'ordre public est l'ordre des choses, « *l'harmonie entre les communautés* » pour reprendre ses propos... Toute politique de réforme passe par la défense du bien contre le mal, par la promotion, face à l'obscurantisme, du progrès qu'incarne à ses yeux la Républi-

que française. Logique qui mène à l'acquiescement des assassins de Hienghène. L'un de leurs avocats déclarant à la sortie du procès : « *Justice a été rendue... Il faut maintenant que l'on s'achemine vers la réconciliation.* » Toujours le même schéma : maintenir et sauver l'ordre colonial, afin, prétend-on, de l'améliorer, voire le dépasser.

Inégalitaire, la société calédonienne ? Allons donc ! Le gouvernement va faire un dernier geste : la loi Pons ouvre la possibilité de supprimer le statut civil de droit particulier accordé jusqu'à présent aux « indigènes », suivant l'article 75 de la Constitution. Un « conseil coutumier » pourra ainsi présenter une demande de renonciation à ce statut. C'est prendre à contre-sens les revendications kanakes, notamment celles qui concernent la terre. Le ministre ne voit aucun inconvénient à ce que les réserves perdent progressivement leurs spécificités juridiques.

Sans leur accorder aucune perspective nouvelle d'accès à la terre, le gouvernement est en voie de retirer aux Kanaks les quelques moyens institutionnels dont ils disposent pour défendre leur agriculture et leurs ressources. Enfin, pour mieux brouiller les cartes, il a été décidé de faire coïncider sur le territoire le scrutin présidentiel et le vote de cette nouvelle loi !

LA QUESTION DE LA TERRE

Depuis qu'il est question de « trouver une solution », l'hypocrisie est la marque de toutes les politiques françaises en Nouvelle-Calédonie. Rien, absolument rien, ne pourra être pris au sérieux tant que la question de la terre ne sera pas résolue. Non simplement le droit formel des Kanaks d'accéder aux terres détenues par des caldoches, mais le démantèlement de l'agriculture coloniale et de son statut foncier. Telle est, à nouveau, la leçon des derniers mois. Le plan Fabius, qui visait à intégrer le FLNKS dans les institutions régionales, ne pouvait cependant modifier les rapports de forces sociaux et économiques entre, d'une part, les communautés rurales kanakes et, d'autre part, l'écono-

1. *Le Monde*, 17 mars 1988.

2. *Le Monde*, 24 novembre 1987.



mie coloniale, son système de crédit, ses réseaux commerciaux et son inégalité foncière. Ses visées politiciennes — réduire le radicalisme du FLNKS — n'ont pu aboutir faute de satisfaire la première des revendications kanakes : l'accès à la terre.

Cette revendication, dans les conditions calédoniennes, est une revendication révolutionnaire. Elle attaque à la racine l'accumulation capitaliste de la bourgeoisie caldoche : le cumul des terres, mais aussi les réseaux commerciaux qui lui sont liés. L'édifice politique de la colonie repose sur le système foncier. Or, le nationalisme kanak n'est pas près de renoncer à cette revendication : c'est le problème de la terre qui fait que les Kanaks ne supportent plus que la troupe, passant outre la coutume, entre dans les tribus comme bon lui semble. C'est aussi le problème de la terre qui, à Tiéti, a justifié l'action du Front contre les gendarmes qui campaient sur une terre revendiquée. Et, à cette occasion, Yeiwéné Yeiwéné, porte-parole du groupe FLNKS au congrès territorial, devait déclarer : « *Il faut redire avec force la position des habitants de Tiéti. Ils ne sont pas contre l'hôpital. D'ailleurs qui de sensé pourrait être contre ? Mais il s'agit pour eux d'affirmer qu'ils ont un besoin vital de cette terre, parce qu'ils sont cinq cents à être encastés sur une étroite bande de terre, partiellement sur la zone maritime, entre la montagne et la mer. (...) Et ces gens ont demandé la discussion parce qu'il y a eu des erreurs commises. (...) Ce qui est nouveau, par contre, c'est la décision du haut commissaire de commencer les travaux et de faire expulser les gens le jour de la tenue du congrès du FLNKS... L'objectif étant, bien entendu, de dire : "Voyez ces Kanaks qui ne veulent pas de l'hôpital !" La ficelle est bien grosse !* »

L'INDEPENDANCE S'ARRACHE !

Le peuple kanak se serait bien passé de ces nouvelles épreuves. Mais il doit à son courage et à sa haine du colonialisme de ne pas céder et de continuer sa lutte. L'indépendance telle que la veut la jeunesse kanake s'arrache. Elle ne sera jamais une prime de bonne conduite décernée par le colonisateur. L'Etat français se

défend. La crise calédonienne ne s'explique pas par la seule mauvaise politique de Chirac ou de Pons. Est en cause l'irréductible opposition entre un Etat impérialiste, pour lequel la Nouvelle-Calédonie n'est pas un enjeu aussi mince qu'on a voulu le faire croire, et un peuple dont la revendication ne se limite pas à l'indépendance politique, mais implique une mise en question des rapports sociaux du capitalisme colonial.

Comment expliquer autrement qu'un peuple aussi démuni, aussi isolé, et aussi peu enclin à l'affrontement politique, ait pu et su répondre avec tant de détermination à tous les coups bas de Paris ? C'est parce que les Kanaks veulent leurs terres que toutes les combines et tous les pièges qui leur sont tendus, finalement, échouent. Les clans et les tribus veulent cette terre qui, à quelques pas de leurs villages, leur appartenaient traditionnellement et dont les caldoches se sont emparés. Et c'est aussi le peuple kanak dans sa totalité qui exige le contrôle sur toute la terre de Kanaky. Ainsi se combinent une lutte pour l'accès à un terroir coutumier, sans lequel la tribu ne pourra survivre sur un territoire devenu trop exigü, et une lutte pour la réappropriation de l'espace national. Tant que la lutte du FLNKS exprimera cette double revendication, l'impérialisme français aura le plus grand mal à diviser ses adversaires et à manœuvrer.

C'est parce que l'adversaire des Kanaks est bien l'Etat français, et non la politique de tel ou tel gouvernement, que la gauche, en son temps, s'est révélée incapable de résoudre la crise calédonienne. Dans la mesure où ces partis n'étaient pas prêts à s'attaquer aux racines du mal, c'est-à-dire tout ce qui fait de la France une puissance impérialiste, rien de substantiel ne pouvait sortir des décisions gouvernementales. On ne peut pas, d'un côté, augmenter le budget militaire, satisfaire le lobby des casernes, envoyer des troupes au Liban et au Tchad et, de l'autre, se comporter en Nouvelle-Calédonie en libérateur éclairé. Le septennat a commencé par de bien belles promesses, s'est poursuivi avec des projets de réformes dont le but n'était autre que de gagner du temps et résorber le nationalisme kanak, et s'achève avec des petites phrases près



dentielles, du genre pavés dans la mare de la cohabitation. Ainsi, le 23 novembre 1987, en prétendant polémiquer avec la droite, François Mitterrand engageait en fait une révision importante de tout ce qu'il avait précédemment dit sur le fait colonial et la marche vers l'indépendance. Il déclarait : « Des gens aussi peu sérieux que ceux du RPCR n'ont pas écouté avec assez d'attention mes déclarations précédentes. J'ai toujours dit que l'indépendance, maintenant, ce serait la loi du plus fort dans une situation où les armes risquent de parler. Je l'ai dit à M. Tjibaou... Si on doit traduire un choix politique par la domination d'un groupe ethnique sur l'autre, alors c'est la fin de tout³. » Evidemment Mitterrand n'avait jamais parlé d'indépendance « de suite »... Le contraire eût été étonnant. Cependant, le célèbre plan Pisani n'allait pas sans ambiguïté concernant un possible processus d'indépendance à moyen terme. Et, surtout — ce qui rendit Pisani aussi impopulaire aux caldoches —, l'argumentation de l'époque portait sur le caractère inégalitaire de cette société et sur le droit des Kanaks à l'auto-détermination. Belle tartufferie sans doute ! Ce que le nouveau discours présidentiel révèle en suggérant que l'indépendance sera le chaos, et la domination d'un « groupe ethnique sur l'autre ». Brillante formule qui renvoie dos à dos colons et colonisés ! Quant à la violence, il est facile de demander à Mitterrand ce qu'il a fait pour empêcher les caldoches d'accumuler des armes de guerre, pour démanteler les réseaux fascistes, pour retrouver les auteurs des innombrables attentats à l'explosif de l'extrême droite, pour faire avancer une commission d'enquête sur l'assassinat d'Eloi Machoro. Il n'a rien fait, ni avant, ni après 1986. Quitte à jouer au chat et à la souris avec Chirac, il pourrait soulever les questions de l'extrême droite caldoche et du RPCR et exiger la plus grande lumière sur tout ce petit monde fasciste de Nouméa. Rien de tout cela n'a été entrepris. L'Elysée s'est même laissé « convaincre » de la nécessité d'un renforcement spectaculaire des forces répressives envoyées en Nouvelle-Calédonie.

Tout ce qui peut se répéter en France sur les risques de violence en Nouvelle-Calédonie n'est souvent qu'hypocrisie. On

ne dira jamais assez ce qu'a représenté l'acquiescement des assassins de Hienghène pour tous les Kanaks. Quelles que soient les entorses à la plus élémentaire démocratie auxquelles la justice coloniale de Nouméa les a habitués, la nouvelle de l'acquiescement de Hienghène a été reçue comme une insulte, un drame. Une cour entièrement composée de caldoches venait de décider que l'on pouvait en toute impunité tendre une embuscade et abattre des hommes comme du bétail. C'est, concentrée et résumée, toute l'histoire coloniale de ce pays !

La population caldoche amasse fusils et munitions. Les groupes fascistes se préparent à l'inévitable, et la troupe « nomadise » dans la montagne et dans les tribus... Les affrontements autour de la tribu de Saint-Louis risquent fort d'être annonciateurs de l'avenir. On ne peut impunément laisser pourrir la situation, absoudre des assassins, couvrir le pays de flics et de militaires et, ensuite, s'étonner qu'un peuple réagisse et se défende, que sa jeunesse ne puisse plus supporter l'arrogance raciste des Blancs et veuille passer aux actes. Les bons samaritains, ceux qui pensent que les Kanaks devraient réfléchir et attendre des jours meilleurs, le retour aux charmes discrètement démocratiques de la gauche, ont depuis des années joué aux apprentis sorciers. Les vertus de la pondération et du jugement « républicain » n'ont été que des armes données aux adversaires du peuple kanak. Aujourd'hui nous sommes peut-être au bord du drame : celui d'un peuple acculé à l'auto-défense face à un appareil militaro-policié démesuré et à une population coloniale surarmée. Les Kanaks crient leur crainte d'un dénouement dramatique. Combien, en France, sommes-nous à les entendre ? Ils en appellent une dernière fois à un soutien massif de tout le mouvement ouvrier et démocratique. Ils tentent une ultime tentative pour que des manifestations de dizaines de milliers de personnes soient organisées par les partis de gauche et les syndicats. Aidons-les ! Car, quel que soit l'avenir proche en Nouvelle-Calédonie, ils auront besoin qu'un second front s'ouvre en France afin de limiter les moyens de la droite et de l'extrême droite.

Claude Gabriel et Vincent Kermel

3. Le Monde, 25 novembre 1987.

Dossier

Crise du Matin

Liberté de la presse

ANTOINE ARTOUS ET BERTRAND LINARI

C'était une promesse du septennat et un engagement de la droite néo-libérale : un nouveau paysage audiovisuel français ! Beau saccage, en effet. D'un côté, le cimetière des titres disparus de la presse écrite, de l'autre, la télévision du toc et du fric.

La gauche, comme en d'autres domaines, a commencé. D'abord, en ne faisant rien pour contrecarrer les tendances capitalistes lourdes à l'œuvre, puis en ouvrant la voie à la privatisation des chaînes télévisées. La droite, ensuite, s'en est donné à cœur joie : TF1 livrée à Bouygues, la 5 à Hersant, la bande FM jetée en pâture aux grands prédateurs, et partout le gavage publicitaire... Bref, le grand dépeçage !

Les extraordinaires moyens techniques modernes d'information, se conjuguant avec l'immense demande de connaissances et de débat qui travaille notre société, pourraient permettre une formidable explosion culturelle. Tout cela est gâché, vitrifié, pollué. Ne compte que le profit. Et la manipulation. Il faudrait se satisfaire de quelques images et de quelques paroles noyées dans des flots de pub !

Le refus de l'obscurantisme et de la censure a toujours été la pointe lumineuse du combat pour la liberté. Que d'obscurantismes et de censures, d'autant plus puissants et pervers que modernes, contre lesquels aujourd'hui s'insurger ! L'exigence démocratique contemporaine se doit d'ouvrir là un immense terrain d'action. Sur lequel, aussi, il faut battre la droite et changer de gauche...

LA mort du *Matin* a relancé le débat sur la crise de la presse quotidienne, dite « d'information générale et politique », la presse d'opinion. C'est d'elle que nous parlerons, même si elle ne regroupe qu'une partie des publications.

Le Matin, on le sait, voyait ses ventes chuter depuis 1983. Si l'on remonte dans le passé, on peut estimer que c'est en partie le produit de ses choix politiques et rédactionnels car il y avait place pour un grand quotidien populaire de gauche. Mais là n'est pas, pour ce qui nous intéresse ici, le problème.

Dans ses derniers jours, le journal vendait à 60 000 exemplaires, ce qui veut dire environ 350 000 lecteurs quotidiens. Il semble bien que « le noyau dur » de son lectorat était déjà atteint et ne risquait pas de rétrécir encore beaucoup. En tout cas, il est clair qu'un journal qui vend à 60 000 (et les lecteurs qui l'achetaient le trouvaient digne d'intérêt) ne peut, dans le système actuel, survivre par lui-même. Il existe, certes, des journaux, tel *le Quotidien de Paris*, qui se maintiennent avec une diffusion faible (environ 50 000 exemplaires). Les banques, pour l'instant, payent. En général, elles le font difficilement pour un journal de gauche. Il suffit de faire un bilan sur quelques années.

On a cru, un moment, que le déclin de la presse quotidienne provenait directement du développement de la télévision. A présent, on fait remarquer que l'envahissement de cette dernière oblige certes à une redéfinition de sa place, mais que nombreux sont les pays où elle n'a pas connu un tel déclin, voire même où elle progresse. Il existerait donc une crise particulière à la France. Serge July va en chercher l'origine à la Libération. La presse qui vit le jour à cette époque, issue de la Résistance, aurait été trop politisée, trop partisane : « *Les lecteurs soucieux d'une information complète et fiable se tourneront peu à peu vers d'autres médias écrits. (...) Deuxième conséquence de la guerre : les quotidiens qui redémarrent n'ont pas de fonds propres. Dès la Libération, beaucoup se trouvent en position de mendicité publique ou partisane* ¹. »

Bref, une fois encore, « le mal français » viendrait de l'archaïsme d'un système reposant sur l'aide publique. Vivement le libéralisme, donc ! La droite d'ailleurs ne manqua pas de faire appel à lui, lorsque la gauche prétendit, sans lendemain, limiter la concentration des titres dans la presse. Elle défendait le groupe Hersant au nom de la nécessité de liquider les réglementations issues du passé, qui bloquaient la constitution de

1985	QUOTIDIENS NATIONAUX		QUOTIDIENS REGIONAUX ET LOCAUX			Indice France 100
	Nombre de titres	Exemplaires pour 1 000 hab. (pénétration)	Nombre de titres	Exemplaires pour 1 000 hab. (pénétration)	Total exemplaires pour 1 000 hab.	
France	13	52	93	132	184	100
RFA	7	148	424	263	411	223
G-B.	16	590	79	137	727	395
Italie	0	-	80	92	92	50
Espagne	1	8	119	79	87	47
Belgique	24	142	67	214	356	193
Suisse	4	126	176	385	563	306
Autriche	2	197	78	159	356	193
Hollande	9	118	62	188	306	275
Suède	4	172	176	385	577	313
Finlande	6	187	92	479	666	361
Norvège	7	182	155	390	572	310
Canada	113	227	1 187	518	745	404
Etats-Unis	6	37	2 465	505	542	294
Japon	125	366	67	353	719	391
Australie	62	303	78	159	356	193

grands groupes français capables de résister à la concurrence des géants multimédias internationaux qui commencent à attaquer le marché hexagonal.

Ainsi, la solution serait d'accorder une place encore plus grande aux trois H (Hersant, Hachette, Havas) ! La référence à la presse des pays étrangers est éclairante. Dans un pays comme l'Angleterre, souvent cité en exemple, sur seize quotidiens nationaux, un seul a des positions proches du Parti travailliste !

Notre propos ne vise pas à prendre comme seul critère du droit à l'existence d'un organe de presse son lien avec un courant politique. Constatons simplement la persistance, en France, des problèmes que soulève la disparition du *Matin* : la multiplicité des titres n'empêche pas l'exclusion massive de courants d'opinion de la presse. Un constat que l'on pourrait faire dans les autres pays ; très souvent, la presse « de gauche » est la grande absente. Voilà de quoi relativiser l'importance de certains débats soulevés dans les rédactions. Après avoir constaté la spécificité de la crise de la presse française, on va chercher des solutions dans le style du journal, la « formule rédactionnelle ». Il faut moderniser, donner de la place au « journalisme d'investigation », etc. Ce type de préoccupation traduit la volonté de journaux comme *le Monde* ou *Libération* de s'adapter à une situation où, effectivement, face à la multiplicité des médias, les quotidiens doivent trouver un style nouveau.

Mais le glissement s'opère lorsque l'on tente, plus ou moins ouvertement, d'expliquer la crise de la presse — au sens des difficultés quasi insurmontables de sortir un quotidien — par ce « retard » rédactionnel. Ce n'est que l'écume des choses.

LES ORDONNANCES DE 1944

Dans deux longs articles du *Monde*, Yves-Marie Labé et Jean-François Lacan traduisent l'état d'esprit de ceux qui ont la lucidité de ne pas s'en remettre au seul « libéralisme sauvage » pour régler la question. En 1945, expliquent-ils, « le triple encadrement, juridique, industriel et financier, devait assurer le pluralisme par la diversité des titres. (...) Mais le principal reproche

que l'on peut adresser au dispositif de la Libération est d'avoir maintenu la presse écrite dans un cocon fausement protecteur, alors que l'environnement de la communication évoluait rapidement. (...) Stratégies internationales, concentration, OPA étrangères. Prise dans la logique de l'entreprise, la presse écrite est devenue une marchandise comme une autre. Faut-il pour autant l'abandonner complètement à la dynamique commerciale, oublier l'esprit de l'ordonnance de 1944, renoncer à toute défense du pluralisme ? (...) Comme toutes les autres industries culturelles, la presse écrite doit marier la nécessaire diversité et les concentrations qu'imposent les contraintes industrielles. La puissance publique ne peut abdiquer, dans ce secteur, le rôle de régulateur ».

Et les deux journalistes de constater : « La réglementation de 1944, en limitant la concentration des titres, heurtait la logique économique. Le véritable danger semble venir aujourd'hui de la concentration des acteurs publicitaires et de la formidable pression qu'elle exerce sur les médias². »

Résumons ce qui se passe à la Libération. De nombreux titres qui ont, plus ou moins, collaboré sont remis à des organisations de résistants. L'ordonnance de 1944 a la volonté de donner plus de transparence à la presse et d'éviter les concentrations excessives. Au travers de la Société professionnelle des papiers de presse (SPPP), se met en place un organisme coopératif vendant à un prix indentique le papier aux journaux, quels que soient le tonnage, le volume et le lieu de transport nécessaires. La création des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) doit permettre d'assurer, à côté des sociétés de distribution existant en province, la diffusion dans les kiosques, aux mêmes conditions pour tous les titres. Enfin, une aide publique est accordée au financement de la presse.

Il ne faudrait pas croire que cette démarche soit le seul produit du « dirigisme » issu de la Libération. Cette tradition commence dès la Révolution française. Ainsi, la loi du 4 Thermidor an IV prévoit pour la presse périodique un tarif postal différent afin « de faciliter la circulation des ouvrages périodiques (...) pour encourager la libre communication des pensées entre les citoyens de la République ».

La politique de soutien à la presse, qui sera depuis lors constante, fait référence systématiquement à la Déclaration des droits de l'homme, reprise par toutes les Constitutions, concernant la liberté de pensée qui ne doit pas être tributaire des contraintes économiques. Une façon d'affirmer que la presse ne peut être une marchandise comme une autre. A travers elle, est en jeu la démocratie. Le développement du capitalisme a montré ce qu'il en allait de ce principe démocratique. Cela ne doit pas nous empêcher de nous en réclamer. Pierre Juquin a raison de le faire avec fermeté et de refuser que la presse soit considérée comme une marchandise. La critique de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de la façon dont la bourgeoisie pratique la démocratie, ne saurait conduire à rejeter les libertés démocratiques dénoncées comme purement formelles. Au contraire, il s'agit de leur donner un contenu réel. Les positions que nous allons développer sur la liberté de la presse rejoignent donc nos positions générales sur le pluralisme politique et idéologique qui ne concernent pas seulement le mouvement ouvrier.

UN SYSTEME QUI N'AIDE QUE LES TITRES « RICHES »

Le système mis en place à la Libération subit rapidement de fortes attaques. Concernant la concentration des titres, tout le monde connaît l'empire Hersant qui s'est développé en bafouant ouvertement les ordonnances de 1944. La gauche au pouvoir a voulu, en 1984, limiter la concentration des titres de la presse à 15 % du tirage global. Une tentative sans lendemain. Pour mener une telle offensive contre une droite qui hurlait aux libertés menacées, la gauche se trouvait plutôt en déséquilibre. Elle cédait en effet aux sirènes du discours libéral dans son approche des médias, en particulier en ce qui concerne la télévision lorsqu'elle ouvrait la porte à la privatisation : déréglementation du service public, création, en 1983, de Canal+ et, en



23 février 1976 : 100 000 exemplaires du Parisien libéré répandus par les ouvriers du Livre sur les Champs-Élysées.

1985, de TV6 et de la 5. Capitulation d'autant plus honteuse que Hersant n'était alors guère populaire, en particulier dans les milieux de la presse, et qu'il aurait été facile de démonter les affirmations fallacieuses de ceux qui font de « la liberté d'entreprendre » le point d'appui de la liberté d'expression. Le paradoxe voulut qu'Hersant sorte légitimé de cette affaire. La droite, en 1986, abroge la loi socialiste, et adopte une nouvelle loi. Le Conseil constitutionnel impose une limite à la concentration, mais le chiffre est seulement de 30 % du tirage de la presse. Finies donc les limitations — au demeurant timides — aux concentrations. En ce qui concerne l'aide financière à la presse, elle représente actuellement 5,7 milliards de francs, soit 13 % du chiffre d'affaires du secteur. Mais on parle très peu de ce que Nadine Toussaint-Desmoulin appelle, à juste titre, « les effets pervers des aides à la presse ». Il s'agit essentiellement d'aides indirectes qui touchent de façon indifférenciée tous les titres. Insuffisant pour aider les publications qui en auraient besoin, ce saupoudrage permet de donner un peu plus d'argent aux titres riches³. En outre, certaines ne servent qu'à aider les grosses publications. Ainsi, l'article 39 bis du Code général, en ce qui concerne les quotidiens, hebdomadaires et revues bimensuelles d'information politique, prévoit une exonération d'impôt d'une fraction variable des bénéfices si cette dernière est, dans les cinq ans suivants, consacrée à l'acquisition d'éléments d'actifs nécessaires à l'exploitation. Plus on fait de bénéfices, plus on peut investir afin de moderniser !

Autre question : la diffusion. Ce poste représente de 30 % à 40 % des coûts pour un quotidien régional et de 35 % à 50 % pour un quotidien national. La presse parisienne avait d'ailleurs, en 1985, posé le problème sans recevoir de réponse des pouvoirs publics.

Enfin, la publicité, dont les deux journalistes du *Monde* disent que sa concentration devient le problème numéro un. Pour 41 % de ses ressources, la presse écrite vit de la publicité. Il s'agit bien sûr d'une moyenne fort inégalement répartie selon les titres. La logique est évidente : plus un titre diffuse, plus il draine de la publicité. Celle-ci va aussi vers des titres à moyen tirage mais spécialisés sur un créneau précis correspondant à un lectorat rentable. Ainsi, d'évidence, les

LES COÛTS D'UN QUOTIDIEN

La création d'un journal national coûte, aujourd'hui, au minimum 500 millions de francs (cf. le projet *Omega* du groupe Hachette). On distingue généralement quatre grands postes de dépenses :

- les frais de rédaction (13 % du coût du journal en moyenne) ;
- l'achat de papier (15 %) ;
- la fabrication, composition et impression (22 %) ;
- la distribution, dont le coût varie en fonction du mode d'acheminement et de la diffusion géographique du journal.

Pour un quotidien régional, les frais de distribution se situent entre 30 et 40 % ; pour un quotidien national, ils atteignent entre 35 et 50 %, selon que le journal est diffusé par abonnements ou en kiosques.

Le système des Messageries de la presse parisienne est un des meilleurs du monde sur le plan de la qualité du service, mais il est aussi le plus onéreux. Cela résulte de la multiplication des points de vente nécessaire à une bonne couverture du territoire (plus de 50 000 points de vente) et du coût très important de retour des invendus (environ 23 % des exemplaires tirés).

(D'après un article de Bertrand Cousin, « L'avenir de la presse quotidienne » in *Médias-pouvoirs*, septembre 1987).

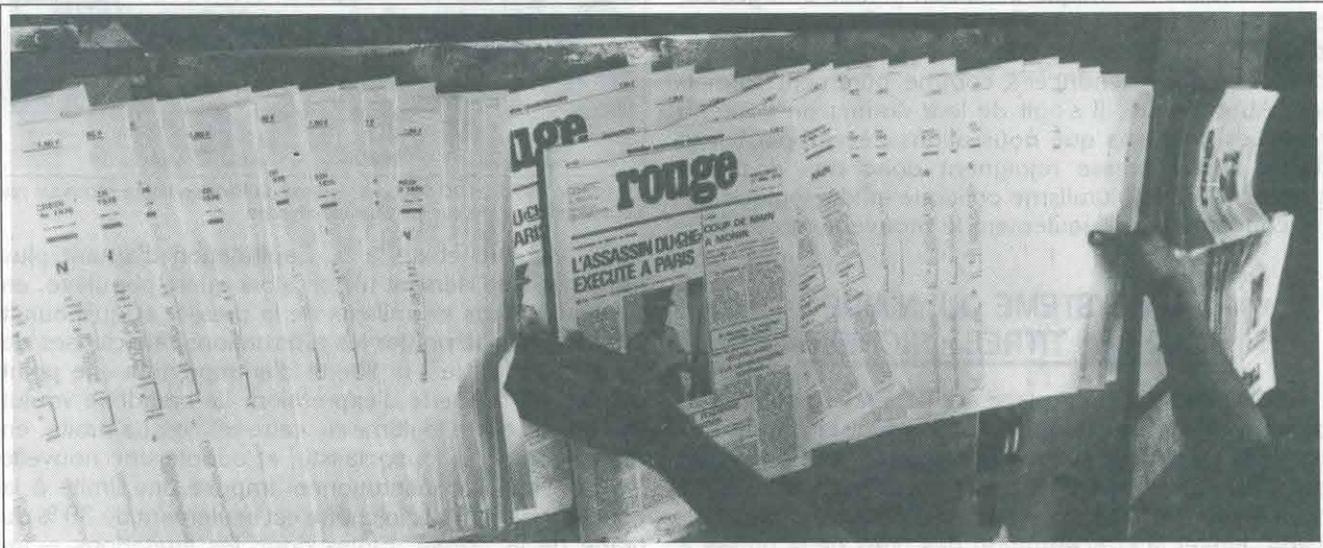
publicités sont plus juteuses pour *les Echos* que pour *le Matin*, même si ses ventes (80 000) ne dépassent pas de beaucoup celles de ce dernier. *Idem* pour *la Tribune de l'économie* (lancée par *l'Expansion*) qui vend environ 50 000 exemplaires.

Ces batailles pour la publicité prennent un ampleur dont on sous-estime souvent la logique dans le développement de la presse. Hersant est devenu un maître du sujet. Ainsi, il y a quelques années, sa politique de suppléments au *Figaro* (*Figaro-Magazine*, *Figaro-Madame*, *Figaro radio-télévision*) a introduit en

difficultés de cette dernière n'empêchent pas que la régie publicitaire d'Hersant a une puissance considérable : elle concerne, pour la presse quotidienne, trois millions d'exemplaires vendus.

PLURALISME ET « PROGRES INDUSTRIEL »

Les journalistes du *Monde*, dans l'article cité, développent un argument souvent entendu : l'évolution



Rouge quotidien : un exemple des difficultés rencontrées par la presse ouvrière.

France le magazine du week-end soutenu par la diffusion du quotidien et vendu à bas prix. Dans ce projet, la nouvelle formule rédactionnelle était secondaire. Il s'agissait en fait de capter un formidable marché publicitaire.

La bataille livrée actuellement autour des magazines de télévision, diffusés une fois par semaine avec un quotidien, est du même type. En novembre 1986, Hersant crée un supplément télévision pour *France-Soir*. En 1987, il devient supplément du *Figaro* et doit s'étendre à l'ensemble de la presse régionale qu'il contrôle. Aujourd'hui, *TV Magazine* est diffusé par les vingt et un quotidiens régionaux du groupe. Trois millions d'exemplaires au total en incluant la presse nationale ! Cela oblige Hachette, qui contrôle par ailleurs *Télé 7 jours* (3,6 millions d'exemplaires diffusés), à s'allier à un éditeur de magazines spécialisés afin de lancer *TV Hebdo* qui vise à être le supplément télévisé de la presse régionale non contrôlée par Hersant et, à ce jour, diffuse à 1,5 million d'exemplaires⁴.

Dans ces conditions, le contrôle du marché publicitaire devient décisif. Chez Hersant, seuls les quotidiens nationaux disposaient de leur propre régie publicitaire, Publi-Print. Fin 1986, est créée Publi-Print région qui centralise l'ensemble de la publicité de la presse régionale. Cela ne va pas, signalons-le au passage, sans poser de problème à Havas qui dispose de régies publicitaires importantes, notamment en direction de la presse de province. Hersant avait en outre la volonté de se préparer à la gestion de futurs espaces publicitaires à la télévision : ce qui fut le cas avec la 5. Les

industrielle, économique, rend inévitable un processus de concentration de la presse, ne serait-ce qu'à cause des moyens à mettre en œuvre pour réaliser un quotidien. Notons que les frais de rédaction sont faibles. En fait, plus de 70 % des coûts concernent la fabrication, la composition, l'impression et la diffusion (voir encadré). Ce qui situe bien le problème.

Mais revenons à cette idée d'évolution industrielle. Le temps est bien fini, depuis longtemps au demeurant, de la production d'un journal avec des moyens plus proches de l'artisanat que de l'industrie. Mais constater ce progrès des techniques ne règle rien, ne justifie en rien une espèce de fatalité économique voulant que seuls les grands groupes privés contrôlent ces moyens. Cette réalité est fonction d'une logique : celle de la prétendue libre concurrence présentée comme la garantie de la liberté tout court.

Prenons un exemple. Dans les années 1976, le groupe Hersant a mis en place une douzaine d'imprimeries décentralisées permettant, dans plusieurs villes de province, l'impression par fac-similé (télécopie) de ses journaux. Un progrès technique important. Un quotidien peut envoyer, depuis Paris, ses pages toutes prêtes par le procédé de fac-similé, elles pourront être imprimées sur place. Du coup, ce quotidien est diffusé dans les mêmes conditions que la presse régionale.

Tous les quotidiens nationaux sont obligés de suivre pour être dans la course. De toute façon, ils n'avaient pas le choix, le système de diffusion rapide qui permettait l'expédition de la presse quotidienne vers la province étant supprimé. Mais ce système

d'impression est extrêmement coûteux. *Le Matin* a envisagé de continuer à paraître en supprimant ce moyen. Mais, vu les conditions actuelles de diffusion, il aurait dû se transformer en « quotidien du soir ». C'est-à-dire paraître à Paris l'après-midi et n'être diffusé en province que le lendemain matin. Créneau impossible à tenir pour qui n'est pas *le Monde* ! Signalons que cette question des fac-similé a été l'un des facteurs qui n'a pas permis de continuer *Rouge quotidien*...

Fatalité du progrès, dira-t-on, résultant des contraintes industrielles. Une argumentation peu sérieuse si on y réfléchit. Une telle situation « industrielle » permet au contraire d'argumenter en sens inverse. Les progrès techniques démultiplient les possibilités de produire des journaux, d'appliquer le principe de la libre circulation des idées... C'est dire que de tels moyens ne peuvent être laissés entre les mains de quelques groupes privés.

Nous avons signalé le reproche souvent fait au système mis en place à la Libération : il aurait contribué à maintenir la presse, en particulier du point de vue de sa fabrication, dans des pratiques archaïques. Le reproche n'est pas totalement faux. Les fortes aides aux journaux et une certaine volonté de freiner la concentration des titres ont permis le maintien d'une situation à bien des égards archaïque du point de vue des techniques de fabrication. Cela n'a pas pour autant empêché la logique capitaliste de concentration, celle que les journalistes du *Monde* confondent un peu vite avec la « logique économique » tout court.

Mais, finalement, ce constat renvoie aux limites de ce qui a été fait au sortir de la guerre. Dès lors qu'on touche aux conditions de fabrication et à l'ensemble de ce qui fait de la presse une marchandise, des mesures d'aides financières et de limitation à la concentration sont à la fois condamnées à l'échec et facteurs de retard dans la modernisation. En effet, les multiples petits titres n'ont pas les moyens d'investir pour moderniser ; ce qui ne peut être fait que par de grands groupes privés ou par la puissance publique.

DES MESURES RADICALES POUR LA DEMOCRATIE

Dans le passé, étant donné les conditions de production d'un journal, il était, sinon aisé, du moins possible, pour un courant d'opinion de publier un journal. Actuellement, le « ticket d'entrée » exigé représente des sommes considérables. Là encore, ce n'est pas un hasard si la presse du mouvement ouvrier, florissante à un moment, peu à peu n'a plus eu les moyens de survivre. Certes, cette chute s'explique pour des raisons diverses, elle renvoie aussi à sa crise politique et sociale. Mais on insiste trop souvent sur cet unique aspect en oubliant tout simplement les questions financières. Face à une telle situation, la Ligue, dès 1977, faisait des propositions précises : « *Tous les journaux, sans exception, devront être "à armes égales" devant les coûts de production puisque imprimés et diffusés de la même façon. Par conséquent, un système de tarifs compensés devrait permettre à un journal représentatif d'une fraction d'opinion d'assurer son équilibre de gestion. Le système de tarif compensé serait établi en fonction du tirage et de la vente ;*



il contribuerait à faire dépérir le caractère de marchandise de l'organe de presse, actuellement conditionné par la recherche d'un bénéfice sur le marché de l'information¹⁵... »

Bien sûr, pour pouvoir appliquer ce principe, l'Etat doit disposer d'un réseau d'imprimeries constituant un véritable service public pour la presse. Constatons d'ailleurs que « l'évolution économique » a amené les quotidiens à abandonner de plus en plus l'imprimerie intégrée. On s'adresse souvent à de grosses imprimeries extérieures. De ce point de vue aussi, le rêve du journal « indépendant », la capacité de contrôler lui-même ses moyens d'impression, est bien fini.

En ce qui concerne la diffusion, il est nécessaire de transformer les NMPP, actuellement contrôlées par Hachette, en une régie nationale permettant cette diffusion à un prix raisonnable. Cette mesure n'est, somme toute, que la simple adaptation de la loi du 4 Thermidor citée plus haut.

On peut imaginer « un avenir radieux » où la publicité aura disparu, l'information du consommateur se faisant par d'autres canaux que l'abrutissement publicitaire présenté comme le *nec plus ultra* de « la science moderne de communication ». Il paraît cependant difficile de passer, du jour au lendemain, par-dessus l'ensemble du système existant. Diverses mesures peuvent être discutées. Mais leur logique doit être claire : une publication n'a pas pour principal objectif, de façon implicite ou explicite, d'être un support permettant de faire entrer du fric grâce à la publicité. Sans parler de la pression qui s'exerce de la sorte, directement ou non, sur le contenu rédactionnel.

Actuellement, le seuil de publicité permis par rapport à la surface d'un journal atteint les deux tiers de l'ensemble ! Peut-être faudrait-il envisager une réduction. Mais l'essentiel nous semble l'instauration d'une taxe particulière, au-delà d'un certain niveau de recettes publicitaires qui, sans supprimer tout le gain, opère une certaine ponction. Cet argent pourrait être l'un des moyens de financement des mesures dont nous venons de parler. Un principe du même type existe d'ailleurs pour la télévision qui vise à apporter une aide aux « radios libres ».

Sans argumenter longuement par rapport à ceux que ces propositions feront hurler à « l'étatisation » de la presse, soulignons qu'il ne s'agit en rien d'un contrôle de l'Etat sur le contenu et le style d'un journal,

mais simplement de mise à la disposition de la presse de certains moyens permettant d'assurer une réelle égalité d'accès.

QUAND « LE MONDE » PARLAIT DE LIBERTES FORMELLES

Sans des mesures de cette ampleur, toutes les bonnes volontés risquent de ne pas aller très loin. Ainsi, les deux journalistes du *Monde* titrent un de leurs articles : « Défi industriel et pluralisme », mais se contentent de proposer une simple réforme de l'aide actuelle : « Pourquoi la puissance publique continuerait-elle à financer indistinctement des publications aussi différentes que la Croix et Playboy ? Il serait plus logique, à l'exemple d'autres secteurs de l'activité culturelle, de concentrer les aides sur les petites entreprises et la création de nouveaux titres. » On voit mal comment ce libéralisme « moralisé » permettrait de faire autre chose que sauver quelques titres menacés. Et ce, simplement pour quelque temps. Comment ces coups de pouce réussiraient-ils à contrebalancer la logique écrasante de la concentration et de la liquidation du pluralisme ?

Vieille histoire que ces discours démocratiques qui ne se donnent pas les moyens de réalisation pratique de leurs principes. Déjà, au moment du rachat par Hersant du *Figaro*, le *Monde* écrivait dans son éditorial du 27 juin 1975 : « Mais les grands principes et les déclarations solennelles ne doivent pas faire oublier pour autant que la liberté d'informer — et de s'informer — ne signifie rien sans que les moyens matériels soient mis à son service. Or, ceux qu'exige la presse sont considérables. Si chaque citoyen est libre de publier comme bon lui semble un quotidien dans une société démocratique, il suffit d'observer la situation de la presse occidentale pour mesurer ce que cette liberté peut avoir de formel. » Dix-huit ans après, le constat est identique. Sinon pire : on invoque la logique industrielle, le fait que la presse écrite est devenue une marchandise comme les autres, sans prendre les choses à la racine.

Reste à définir cette notion de « fraction d'opinion » qui doit avoir droit d'accéder à la presse. Ce n'est pas à une organisation politique de fixer arbitrairement un seuil, celui-ci ne peut être déterminé qu'après un large débat démocratique. Il faut simplement signaler que « fraction d'opinion » ne doit pas être compris dans un sens étroit, politique, mais de façon plus large.

Divers critères peuvent être adoptés, et pas seulement ceux relevant d'une représentativité institutionnelle. Ainsi, un courant d'opinion, une équipe, peuvent être capables, par souscription par exemple, de recueillir des sommes importantes qui traduisent une réelle « demande ». Sans que, vu les coûts actuels de publication d'un quotidien, cet argent suffise pour créer un titre. On peut imaginer que, avec le système d'aides proposé, à partir d'une somme fixée, ce courant d'opinion puisse le faire.

Il ne s'agit que d'un exemple, on peut imaginer d'autres solutions, y compris des critères permettant de déterminer si les aides doivent porter sur la création d'un quotidien national, régional, d'un hebdomadaire. De même, un contrôle peut être exercé sur « le droit »



Mai 1987 : une assemblée générale au *Matin*.

de poursuivre une expérience de presse, en lien avec la qualité du produit dont la chute du lectorat est un indice.

La presse du mouvement ouvrier s'est toujours construite à partir d'une participation active, financière et militante, de ses lecteurs. C'est effectivement un moyen d'affirmer l'existence d'un courant d'opinion. Il ne s'agit pas de mettre en cause cet aspect des choses. Simplement, lorsqu'un tel besoin existe, s'exprime, il faut aussi qu'il puisse se réaliser.

Enfin, indiquons que l'existence d'une commission nationale de presse, regroupant des représentants des titres, des syndicats, des associations de lecteurs, pourrait être un lieu de contrôle et d'application des mesures que nous venons de décrire. Ce qui suppose qu'elle ait le moyen de le faire à travers un véritable droit de contrôle.

Reste un problème particulier posé par la crise du *Matin* : comment le mouvement ouvrier peut-il se situer par rapport à la crise d'un quotidien de gauche ? La notion de « gauche » peut prêter à de longues discussions académiques peu décisives au regard du sujet qui nous intéresse ici. En France, elle désigne des journaux aussi différents que *l'Humanité*, *le Matin*, *Libération*.

COMMENT SAUVER LE MATIN ?

Cette question traduit bien d'ailleurs, à elle seule, le fait qu'un journal est un produit différent des autres. Dit autrement : les travailleurs de la SNCF en grève, ou les étudiants et les lycéens, savaient bien qu'il y aurait eu une grande différence si seule la presse Hersant avait couvert l'événement. Et il était normal que des militants du mouvement ouvrier se mobilisent afin de sauver *le Matin*. Comme il est logique qu'ils n'aient pas la même réaction par rapport au *Figaro* ou au *Quotidien de Paris*.

Cette démarche n'invalide en rien les mesures proposées précédemment qui concernent la presse de toute opinion (sauf naturellement la presse raciste et fasciste). Elle concerne un autre niveau du problème, qu'il faut se garder de confondre avec le premier et qui

a toute son importance. Avant d'aborder le vif du sujet, rappelons ce que la Ligue, toujours en 1976, expliquait sur les rapports des travailleurs de la presse avec le contenu d'un journal. Question d'autant plus importante que l'on défend l'existence d'un réseau d'imprimeries contrôlé par l'Etat et fonctionnant comme service public.

La Ligue proposait « le contrôle des travailleurs de ces sociétés nationales sur les conditions de travail, de reclassement, la garantie de l'emploi, à l'exclusion du contrôle sur le contenu ». Et elle ajoutait : « Les travailleurs d'une entreprise de presse doivent se voir reconnaître le droit de publier leur opinion dans le journal produit, par celui d'en censurer ou d'en bloquer la parution⁶. » Une orientation qui n'est finalement que la traduction concrète du droit au pluralisme de la presse que nous défendons comme un principe.

En ce qui concerne plus spécifiquement *le Matin*, il nous semble normal que les syndicats expliquent qu'ils avaient la volonté de défendre non seulement l'emploi des salariés, mais aussi de sauver le titre, étant donné son orientation. Ce n'est pas le lieu de faire ici le bilan concret de la pratique des différentes sections syndicales. Mais, à titre d'exemple, il nous semble correct que les syndicats, lorsque le « groupe des dix » a tenté de sauver *le Matin*, tout en refusant d'entrer dans une logique d'auto-licenciement et de gestion de la pénurie, ne développent pas systématiquement des formes d'action accélérant la crise ; ou n'entament pas immédiatement une procédure judiciaire pour les retards de salaires qui aurait entraîné la liquidation automatique.

Devaiement-ils, pour autant, se ranger en rangs serrés derrière le « groupe des dix » ? Rappelons quelques faits. *Libération* du 20 juin 1987 écrivait, suite à la décision du tribunal de commerce de Paris d'apporter son soutien au plan de sauvetage proposé : « Une victoire à l'arraché (...) Peut-être unique dans l'histoire de la presse nationale : le titre *le Matin* appartient désormais à ses salariés et le journal est pris en main par ses journalistes. »

La réalité était plus prosaïque, le « groupe des dix », composé en partie de syndicalistes abandonnant leurs responsabilités, s'était en fait auto-désigné et n'était pas l'émanation d'une assemblée générale. Rapidement d'ailleurs, leur projet fut explicite : il ne s'agissait pas seulement de chercher un futur repreneur et, en attendant, de gérer tant bien que mal le journal, mais de se transformer en véritables « futurs patrons », à la recherche d'aides financières. Tout en commençant à agir comme tels : austérité, licenciements, etc. La revue *Collectif* (automne 1987) simplifie donc — c'est le moins qu'on puisse dire — le problème en parlant d'une « démarche combative et originale de syndicalistes de la presse ». D'ailleurs, les dix expliquaient ne pas vouloir se lancer dans une coopérative ou quelque chose de ce style ; ils étaient bien décidés à adopter une « logique capitaliste ».

La critique faite ici au « groupe des dix » n'est pas seulement de principe, mais beaucoup plus concrète. En effet, cette expérience était condamnée d'avance. Outre que l'on ne se proclame pas du jour au lendemain « patron de presse », la situation financière du journal faisait qu'il était quasi impossible de trouver, par les mécanismes classiques, un financier ou une

entreprise prêt à se lancer dans l'aventure de ce journal qui, en outre, entendait rester à gauche.

Une autre logique était possible. Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire et d'oublier certaines conditions difficiles : la faible mobilisation d'une rédaction « fatiguée » par la succession des crises chroniques, le climat social morose du pays, etc. Rappels d'autant plus nécessaires que nous-mêmes, dans *Rouge* ou *Murmure des médias*, n'avons pas systématiquement avancé des propositions dans ce sens. C'est donc bien d'un bilan collectif qu'il s'agit. L'autre logique possible aurait été celle d'une mobilisation pour la sauvegarde du *Matin* se situant dans une problématique différente. D'une part, l'appel au soutien du lectorat : il faut se souvenir que cet appel, lancé très tard, a démarré spontanément et a atteint une somme non négligeable (2 millions de francs). D'autre part, une bataille en direction de l'opinion et du mouvement ouvrier. On ne peut oublier que la question du *Matin* était « sensible », en particulier dans le milieu de la presse.

Ainsi il n'était pas exclu de pouvoir, en lien avec le Syndicat du livre, d'envisager une poursuite temporaire de la sortie du journal et une mobilisation pour la sauvegarde du titre. Irréalisme ? Pas plus grand que le pseudo-réalisme du « groupe des dix » qui ne pouvait sauver le journal en acceptant la logique du système.

« DEVOIR D'INTERVENTION » DU SYNDICAT ?

Les problèmes des rapports entre le mouvement ouvrier et la presse de gauche ne se posent pas seulement dans des moments de crise ouverte. Ils sont aussi le lot quotidien des militants. Prenons les questions abordées par Jean-Paul Cruse, dans une interview accordée à *Rouge*. Jean-Paul Cruse est membre du bureau national du SNJ-CGT, animateur à *Libération* d'une section CGT active et qui, selon nous, défend des positions souvent intéressantes.

A la question « Revendiquez-vous un droit de contrôle, de regard sur le produit ? », Jean-Paul Cruse répond : « Il faut préciser le mot. Disons plutôt "un droit d'intervention" et même "un devoir d'intervention". Ce qui ne signifie pas que l'on doive se constituer, en tant que section syndicale, comme une sorte de groupe de pression politique, une fraction interne au journal. Les syndicalistes dans la profession craignent souvent ce dérapage et n'exercent donc pas de "devoir d'intervention". C'est une erreur. Le danger systématique est en effet de se limiter au syndicalisme du treizième mois et des aides sociales du comité d'entreprise, ce que nous faisons d'ailleurs tout autant que notre travail de revendication, de réflexion sur le fond du journal. On essaie de marcher sur les deux jambes. En essayant de défendre les intérêts matériels et culturels des journalistes... C'est un peu du défrichage⁷. »

Jean-Paul Cruse parle ici explicitement des journalistes qui, bien sûr, ont un rapport particulier avec le journal qu'ils confectionnent. Rapport que l'on retrouve, à des niveaux différents, pour l'ensemble des travailleurs de la presse et qui renvoie bien au caractère particulier du produit sur lequel nous avons plusieurs fois insisté. Il semble difficile, pour un syndicat, de ne

pas prendre en compte cet aspect du travail des journalistes. Surtout dans une période de mutations profondes du milieu qui correspondent tant à l'évolution des conditions techniques de travail (introduction des nouvelles technologies) qu'à des questionnements sur « le style rédactionnel » que nous avons signalés plus haut. Au demeurant, on assiste, face à l'affaiblissement des syndicats qui ne les prennent pas en charge, à l'apparition de regroupements, telles des sociétés de rédacteurs, qui abordent ces problèmes parfois de façon corporatiste.

Reste que la situation est complexe. Revenons aux déclarations de Jean-Paul Cruse sur les difficultés que connaît actuellement *Libération* : « A la CGT, nous partageons une partie des analyses de la direction sur la crise du journal. (...) Pour Libé, il n'y a pas d'avenir sur le créneau d'un journal social-démocrate ou socialisant (...) *Libération* est un journal qui se situe entre le socialisme et le centre gauche. » Il poursuit en entrant dans les détails concernant la formule rédactionnelle elle-même.

Notre propos n'est pas de discuter ici de l'appréciation du créneau que peut occuper *Libération*. On peut toutefois considérer que ce type de propos, pour quelqu'un qui parle au nom d'un syndicat, est « limite », même s'il traduit bien la spécificité du militantisme dans ce milieu. Il paraît en tout cas impossible de l'étendre en tant que tel à l'ensemble de la presse quotidienne. On voit mal au *Quotidien de Paris* ou au *Figaro*, deux publications ouvertement hostiles au mouvement ouvrier, un dirigeant CGT ou d'un autre syndicat, pouvoir aborder positivement ce type de préoccupation sur le style du journal.

Avec ces deux exemples du *Matin* et de *Libération*, nous n'avons voulu donner ni recettes ni solutions miracles. Mais il nous semblait difficile, dans la situation actuelle, de parler simplement des solutions générales

que peut proposer la Ligue sans entrer dans les détails de problèmes qui, pour un militant politique ou un syndicaliste de ce milieu, se posent régulièrement.

Le Matin fut mis en liquidation le 28 février. Le 29 se tenaient les journées nationales de la presse à l'initiative du ministère de la Culture et de la Communication. On y a vu François Léotard déplorer « la faiblesse de la capitalisation des groupes de communication français qui vont devoir affronter le marché unique en 1992. (...) Nos trois "H" (Havas, Hachette, Hersant) sont des pieuvres sans grandes tentacules. A elles trois, leur chiffre d'affaires est inférieur à celui du groupe ouest-allemand Bertelsmann ». Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, a, bien sûr, dénoncé « le monopole de la fabrication qui appartient depuis un demi-siècle au Syndicat du livre (...) qui freine l'évolution de la presse quotidienne ».

Tout cela n'empêche pas de constater que les lecteurs du *Matin*, visiblement attachés à leur titre, ne se sont que très peu tournés vers d'autres quotidiens. Et que *Libération*, qui diffuse à environ 150 000 exemplaires, connaît de graves difficultés.

Antoine Artous et Bertrand Linari

1. *Libération* du vendredi 29 janvier 1988.
2. *Le Monde* des 23 et 24-25 janvier 1988.
3. « Les effets pervers des aides à la presse », in *Médias-pouvoirs*, septembre 1987. Les aides indirectes reposent sur deux piliers : une fiscalité favorable (exonération de la taxe professionnelle, taux de TVA minoré, etc.) ; des tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques allégés. Par ailleurs, les aides directes représentent moins de 15 millions de francs et, en 1986, ont touché cinq titres : *la Croix*, *l'Evénement*, *l'Humanité*, *Libération*, *le Matin et Présent*.
4. Données tirées du *Monde* du jeudi 10 mars 1988.
5. *Oui, le socialisme !*, LCR, Petite collection Maspero, 1978, p. 242.
6. *Ibid.*
7. *Rouge*, du 21-27 janvier, reproduit dans *Murmure des médias* n° 20.
8. *Le Monde* du 31 janvier 1988.

QUEL AVENIR POUR TF1 ?

(Discussion autour d'une proposition de Pierre Juquin)

Pierre Juquin, à propos de l'avenir de TF1, a déclaré qu'il ne proposait « ni de reprivatiser la chaîne, ni de la nationaliser, mais de la donner au personnel et aux usagers ». Cette formule traduit la volonté de ne pas revenir à « la télévision d'Etat » d'origine gaulliste. Mais il nous semble pourtant qu'il faut y regarder de plus près.

1. Il s'agit d'abord de reprendre la chaîne à Bouygues qui, d'ailleurs, a commencé déjà à se rembourser largement de l'argent versé pour son achat. Il existe sur cet objectif un vaste accord au sein du mouvement ouvrier : militants du PS, du PC, syndicalistes. L'unité est possible. Supposons que Mitterrand soit réélu. Ce serait une des premières exigences à avancer, en s'appuyant sur la mobilisation unitaire.

2. Une fois Bouygues exproprié (c'est une œuvre de salubrité publique), que faire de TF1 ? La revendre ? Simplement en donnant la priorité au personnel et aux usagers ? Mais alors, TF1 serait toujours « privée » simplement, il s'agirait d'une formule de type « actionnariat populaire » ou coopérative. Cela nous semble totalement illusoire, mais pas pour des raisons de principe abstrait. Les sommes en jeu sont considérables. Nous ne voyons pas comment le personnel, même appuyé par les usagers, pourrait les rassembler. Il est bon de rappeler que, lorsque TF1 a été privatisée, certains salariés ont tenté d'entamer une telle procédure de rachat. Cela a été matériellement impossible. Et d'ailleurs, la plupart en sont revenus : il suffit de traîner un peu dans les couloirs de TF1.

3. De plus, une telle chaîne resterait dans le système « privé », en concurrence, au travers du marché, avec les autres chaînes. Ou elle devrait accepter la logique du système — il est inutile ici d'en résumer toutes les conséquences. Ou bien, elle ne serait pas « rentable » et donc, disparaîtrait. Il nous semble donc indispensable d'exiger le retour de TF1 dans le service public. Comme le dit Pierre Juquin lui-même, un certain nombre de droits (information, santé, éducation) ne doivent pas être considérés comme des marchandises mais des besoins sociaux que la collectivité doit prendre en charge.

4. En revanche, cette exigence de retour au service public doit se combiner à une volonté de transformation profonde de ce dernier. Il faut rejeter l'alternative trompeuse « télévision d'Etat » ou « privatisation ». Ainsi, TF1 pourrait être effectivement contrôlée par son personnel et les usagers. Plus généralement, on ne doit pas considérer comme une espèce de monolithe le service public de télévision. A partir de FR3, il serait possible d'organiser une chaîne vraiment régionale, contrôlée par le personnel et les usagers. Ce qui s'est passé avec FR3-Corse montre que cela serait utile ! De même, le réseau câblé pourrait être mis à la disposition des collectivités et des associations locales.

Pas de télévision d'Etat, donc. Mais un véritable service public, c'est-à-dire un service contrôlé par la collectivité et non des groupes privés ou le gouvernement.

A. A.

Dossier

Du plomb à l'octet, le défi de la modernisation

PAUL CASSETIN

LE formidable progrès technique qui a permis de numériser les images et le son a des conséquences directes sur la fabrication des journaux : l'informatique permet aux journalistes de saisir directement leurs articles ; la sélection numérique aide à mieux contrôler une impression déjà très performante ; enfin, la répartition des journaux à expédier peut être gérée automatiquement (imprimerie du *Monde* à Ivry). Les gains de productivité qui résultent de la disparition — ou de la transformation — de métiers autrefois essentiels sont importants. Le patronat du livre les utilise pour contraindre l'organisation syndicale à accepter le chômage pur et simple des catégories de personnels « sumuméraires » et la remise en question des accords et conventions. Alors que l'horizon 1992 voit les Britanniques (Maxwell avec l'ACP, Pearson avec *les Echos*), les Américains (l'association *Wall Street Journal-l'Expansion*) et les Allemands (Bertelsmann, Axel Ganz) prendre pied sur le marché français de la communication multimédias, on est en droit de se demander comment le Syndicat du livre va relever ce défi, alors que le bras de fer Murdoch-syndicats anglais, qui s'est soldé par le licenciement de cinq mille personnes, est encore cruellement présent dans les esprits.

GRANDEUR ET DECADENCE DE LA FFTL

La Fédération française des travailleurs du livre (depuis peu Fédération des industries du livre, du papier et de la communication-FILPAC) est le produit d'une histoire et d'une structuration originales. Elle occupe une place particulière dans la CGT. On a coutume de dire qu'on négocie beaucoup à la FFTL. Cette tradition de concertation — de collaboration — remonte aux premiers ateliers qui ont suivi l'invention des caractères mobiles. Le maître imprimeur ne pouvait travailler qu'avec des gens qui connaissaient la langue et l'orthographe, ce qui, à l'époque, n'était pas si fréquent.

Quand l'imprimerie est devenue une industrie, le fait syndical fondé sur la bonne entente ouvriers-maîtres imprimeurs s'est perpétué. On en trouve encore trace aujourd'hui avec le « label », ce logo que l'on voit dans les journaux et qui stipule qu'un travail a bien été effectué par des ouvriers syndiqués. L'idée fut acquise en 1900 et repose sur l'affirmation que l'employeur utilise une main-d'œuvre appartenant à un syndicat

envers lequel il a pris des engagements de qualification, de rémunération, de respect de certaines conditions de travail.

Organisée en « groupes » — aujourd'hui « régions » —, la FFTL ou FILPAC fédère des syndicats nationaux et régionaux. Seul Paris est encore organisé en grande partie sur la base de syndicats de métiers (typographes, correcteurs, impression et catégories annexes), coordonnés par le Comité intersyndical du Livre parisien.

Jusqu'au début des années soixante-dix, le taux de syndicalisation est extrêmement élevé. En effet, avec la composition au plomb, la fédération occupe une place stratégique dans la production. Les typographes forment l'essentiel de sa base, tout le système de formation (cinq ans d'apprentissage) est délégué par le patronat à l'organisation syndicale. De plus, la FFTL exerce un contrôle sur l'embauche dont, d'ailleurs, les maîtres imprimeurs tirent également avantage. Sur le plan technique, l'impression d'un journal ne pose pas de problème particulier, mais le quotidien est une matière périssable dont le tirage est susceptible d'une augmentation brutale et imprévisible. La mort soudaine d'une personnalité, un événement international particulièrement important, et il faut, en quelques heures, doubler le tirage. L'employeur, par le canal des chefs de service, fait connaître ses besoins en main-d'œuvre, exprimés en « services » représentant le temps de travail nécessaire à la fabrication du journal. Les syndicats, par le truchement de leur bureau de placement, fournissent le personnel nécessaire. Ce système est toujours en vigueur en presse parisienne.

L'introduction de la photocomposition et de l'informatique réduit le nombre de typographes au profit d'un personnel moins qualifié, essentiellement féminin, avec des traditions tout à fait différentes. La collaboration syndicat-patronat se trouve, de fait, remise en question ; ce nouveau personnel est jugé par les syndiqués, la plupart du temps, responsable de tous les maux. Deux problèmes essentiels vont occuper le Syndicat du livre :

- les innovations technologiques réduisent considérablement sa puissance face au patronat et le contraignent à des combats défensifs pour sauvegarder des emplois objectivement condamnés par ces technologies ;
- la presse est attaquée de front lors du conflit du *Parisien libéré*, les grandes entreprises traditionnelles (Chaix, Néogravure, etc.) sont démantelées, ce qui



Manifestation des ouvriers du livre en 1982.

porte un coup mortel aux principales bases syndicales de la FFTL. A cette époque d'ailleurs, pour des raisons qui tiennent à la fois à la situation politique (Programme commun) et à une mécompréhension profonde de la nature et des effets de la modernisation en cours, la direction du syndicat (qui passe au PC) n'exploitera pas un rapport de forces social qui reste pourtant considérable, et ce malgré les pressions de la base syndicale.

Aujourd'hui, les effectifs ont littéralement fondu, le paysage syndical est désertifié et la bataille fait rage entre Paris et l'actuelle direction nationale pour le contrôle de la Fédération.

NOUVEAU PANORAMA TECHNIQUE

Dans la presse quotidienne, du moins à Paris, c'est une véritable mutation qui se produit, d'un système de production classique vers la rédaction électronique. De quoi s'agit-il ? Une chaîne de fabrication qui intègre textes et images numérisés se constitue autour d'unités centrales informatiques reliées aux agences de presse et à des centres serveurs. Les rédacteurs élaborent et saisissent leurs articles, puis les placent en mémoire. Les documents photographiques sont analysés par scanner et mémorisés. Des travailleurs mettent en forme le texte, puis images et texte sont montés en même temps sur un écran graphique. Une plaque offset peut alors être gravée automatiquement.

Si peu de changements autres qu'une augmentation des capacités de production sont prévisibles pour

l'impression, en revanche, pour les typos, les correcteurs et les photogreveurs, le bouleversement est complet. C'en est fini de la sacro-sainte séparation entre tâches d'élaboration et exécution technique. Les nouvelles qualifications seront rédactionnelles et techniques. Cela signifie que les corporatismes volent en éclats : le statut des professionnels qui participent à la confection d'un journal où il n'y a plus de dissociation entre la rédaction et l'atelier ne peut être qu'unifié autour et au sein de la rédaction. Pour quel type de tâches ? Essentiellement un travail sur le texte, le montage des pages et le contrôle de qualité. Avec quel personnel ? Des secrétaires de rédaction et des ouvriers du livre en nombre très réduit par rapport aux effectifs actuels. Pour l'instant, exceptés les fameux plans « sociaux » de réduction des effectifs par départs en préretraite, il n'y a pas de solution de masse à l'emploi des ouvriers du livre en presse, étant admis qu'il est hors de question d'accepter le chômage. La quadrature du cercle, en somme.

Cela fait bien longtemps que le type d'organisation syndicale que nous impose aujourd'hui le patronat aurait dû prédominer. Un syndicat de la communication réunissant ouvriers, employés et journalistes, c'était une nécessité, pas un slogan. Arriverons-nous à rattraper le temps perdu ? Il s'agit maintenant, à partir des nouveaux métiers, de savoir quel type d'organisation il faut, et d'établir des bases revendicatives communes pour développer une force significative dans le secteur.

Paul Cassetin

Italie

La montée des comités de base

MICHEL MOREL

DÉPUIS le printemps 1987, les cobas, ou comités de base, animent le paysage politique et social italien.

Dans les pages qui suivent, nous faisons le point sur leur naissance, leur développement, les débats — en particulier leurs relations avec les syndicats — qui les traversent.

Faute de place, deux effets directs et indirects ne sont qu'évoqués. Les grandes centrales syndicales italiennes ont d'abord entamé l'offensive contre le développement des cobas en organisant le 25 novembre 1987, et au cours du mois de février 1988, deux grandes manifestations, unitaires, rassemblant des dizaines de milliers de travailleurs. Ces manifestations étaient dirigées contre la politique budgétaire du gouvernement, particulièrement contre la pression fiscale. Il faut se souvenir que le gouvernement et le patronat avaient fait miroiter aux organisations syndicales, en échange du renoncement à l'échelle mobile des salaires, la promesse d'une baisse des prélèvements fiscaux sur les salaires. Les syndicats et les travailleurs ont bien évidemment été les victimes directes de ces promesses sans lendemain, véritable jeu de dupes. C'est le développement vigoureux des comités de base qui a contraint les organisations syndicales à organiser ces manifestations, et à renouer avec une pratique « unitaire » qu'elles avaient mise de côté.

Ces mobilisations massives ont eu des conséquences politiques directes. Le débat sur le budget au Parlement italien a été des plus agités, entraînant une crise des rapports instaurés entre la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste et le Parti communiste qui n'est pas résolue aujourd'hui.

Pas de doute : le développement des luttes à la base a eu des effets rapides au sommet. Les cobas n'ont pas fini de faire parler d'eux !

Nous avons voulu faire un tour d'horizon du mouvement social de la Péninsule. Franco Turigliatto, membre de la direction de la LCR italienne et Fabrizio, membre de la CGIL et enseignant à Rome, répondent à nos questions.

♦ *Critique communiste.* — *Essayons d'abord de définir ce que sont les comités de base. On peut les confondre en effet avec les comités d'usine, les conseils ouvriers, les traditions d'auto-organisation étant très vivaces en Italie. Il faudrait préciser également les liens ou les contradictions entre les cobas et les syndicats. Puisque ceux-ci ont su « intégrer » les conseils nés dans les usines.*

Franco. — Tout d'abord, une remarque : on parle des cobas en général, mais ils ne représentent pas la même chose dans tous les secteurs à l'heure actuelle. Ces structures sont plus développées chez les cheminots et chez les enseignants. Ce sont des organismes déjà très représentatifs des travailleurs du milieu, susceptibles de diriger les luttes. Il existe des cobas dans d'autres secteurs. Mais ils sont peu développés nationalement et leur représentativité n'est pas du même ordre.

Les cobas sont nés en dehors des usines où les travailleurs de l'industrie ont connu de très graves défaites, en ce qui concerne les licenciements d'abord, les salaires ensuite. L'échelle mobile des salaires constituait un acquis pour l'unité des travailleurs qui a été gelé dans les années 1983-1984. Il y a eu ensuite une période de trois ans de paix sociale. Les confédérations syndicales ont mené une politique cautionnant l'austérité. Elles ont renoncé à se battre sur le terrain salarial. Dans l'industrie, les contrats ont été renouvelés au cours de l'année 1986. Ils n'ont rien donné aux travailleurs et beaucoup aux patrons.

Au sein de la fonction publique, les enseignants d'un côté et les cheminots de l'autre — les conducteurs de train principalement — ont réagi. Les cheminots avaient déjà une tradition de lutte, d'organisation à la base, en dépit des consignes des dirigeants syndicaux. Ce qui n'est pas le cas des enseignants. Mais le renouvellement de leur contrat catégoriel a été négatif sur le plan salarial. Il accroissait les différences entre catégories. Ses conséquences allongeaient également la durée du travail, qui ne se limite pas aux heures d'enseignement pour les travailleurs de

Italie

La montée des comités de base

l'Education nationale. Les premières réactions sont nées dans des villes comme Rome, Turin, Florence. Les animateurs de ces mouvements étaient notamment des membres actifs des syndicats, qui ont commencé à réunir les enseignants au niveau de villes ou d'écoles. Ils posaient deux problèmes : la non-représentativité de la plate-forme de lutte élaborée par les dirigeants syndicaux et la nécessité d'avancer des revendications basées sur une forte augmentation salariale, égale pour tous. Ils avançaient également la revendication de vingt élèves par classe, au maximum, et la défense de l'école publique.

Les cobas enseignants se sont développés comme des structures de base dans l'école avec une coordination au niveau des villes, puis au niveau national. Avec des délégués contrôlés. Ce ne sont pas des conseils comme les conseils d'usine de 1969 en Italie, ni de nouveaux syndicats. Les propositions allant en ce sens ont été battues en brèche. Ce sont des structures démocratiques, des assemblées de lutte, de mobilisation fondées pour la bataille

des contrats. Ils peuvent certes devenir demain des conseils.

Les cobas ont été capables d'organiser des manifestations de masse — cinquante mille enseignants en mai dernier par exemple — qui refusaient les accords signés par les dirigeants syndicaux et mettaient en avant leur propre plate-forme. On ne peut pas dire cependant qu'ils soient majoritaires, hégémoniques au niveau de l'ensemble de l'école. S'ils représentent l'ensemble des catégories dans certaines écoles, dans d'autres établissements, les cobas sont encore des structures restreintes qui cherchent à gagner du poids. Il existe également des structures syndicales autoconvoquées.

◆ Les autoconvoqués de la CGIL de l'école représentent quoi exactement par rapport aux cobas ?

Fabrizio. — Nous participons aux cobas en tant que travailleurs, mais nous ne constituons pas un mouvement fractionnel dans les cobas. Nous avons dénoncé dans la CGIL l'attitude de la direction vis-à-vis



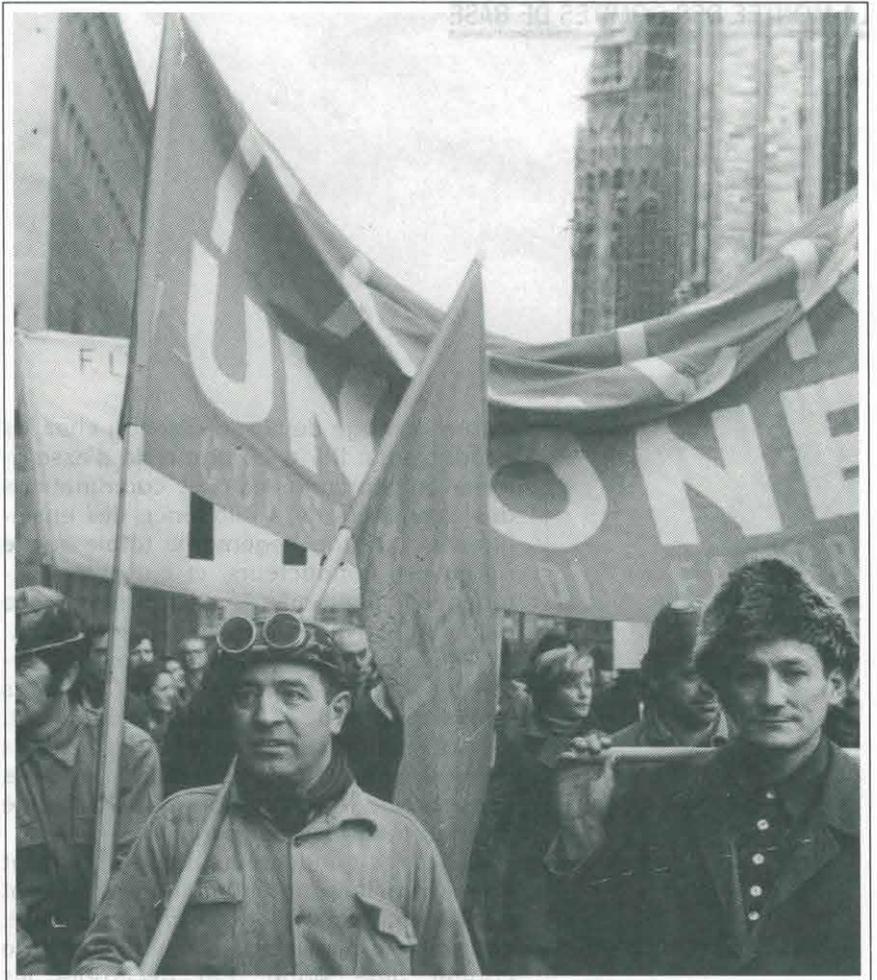
Structures de lutte fondées pour la bataille des contrats, les cobas ne sont pas des conseils d'usine. Mais ils peuvent le devenir.

du mouvement des comités de base. Celle-ci n'est pas à la hauteur pour entrer en relation avec un mouvement aussi large. La CGIL a eu une attitude complètement défaitiste à son égard. Et le mouvement s'est construit sur l'opposition aux augmentations individuelles, contre les contrats signés. La CGIL en avait fait un de ses chevaux de bataille, avec bien d'autres forces dans la catégorie des travailleurs de l'Education nationale. Le mouvement a donc vu dans la CGIL même un adversaire. Le regroupement des autoconvoqués de la CGIL a un terrain spécifique de travail dans les rangs du syndicat, dans ses structures où nous avons construit une opposition radicale à la direction, pour un changement d'orientation.

Nous avons appelé à un congrès extraordinaire en utilisant un article des statuts de la CGIL stipulant que si un dixième des adhérents du syndicat demande un congrès il faut le convoquer tout de suite. Nous avons collecté à Rome 1 100 signatures de membres de la CGIL sur 7 000 inscrits. Plus d'un dixième des adhérents... (Un congrès va donc se tenir dans les mois qui viennent.)

Nous avons continué notre bataille dans la CGIL à partir du mouvement qui s'est construit ici à Rome. Des membres de la CGIL se réunissent en dehors des structures normales du syndicat au niveau national. Notre but est de changer le profil du syndicat dans l'Education nationale, de construire un syndicat qui puisse représenter vraiment les travailleurs. Des militants de tous les courants, du Parti socialiste, du Parti communiste, de Democrazia proletaria, de la LCR et d'autres tendances membres de la CGIL se retrouvent dans les autoconvoqués.

Franco. — Il faut signaler une certaine difficulté de Democrazia consiliare [tendance de gauche combative dans la CGIL, animée par la LCR et DP. NDLR] à se mettre sur la première ligne de bataille, à l'école. Certains représentants de DC avaient toujours beaucoup travaillé avec la bureaucratie, acceptant de fortes concessions en ce qui concerne le travail des enseignants notamment. Ils ont eu beaucoup de mal à se « recycler ». Si, dans les faits, Democrazia consiliare a gardé ses



capacités d'initiative politique au niveau général, elle est plutôt carente au niveau de l'éducation. Une partie de la CGIL de l'école a également défendu une idée-clé : les dépositaires de la négociation avec le gouvernement ne doivent pas être seulement les trois syndicats, mais également les délégués des travailleurs en lutte.

Ces camarades défendaient en même temps le droit pour chaque membre des cobas de défendre ses points de vue dans son propre syndicat et de tenter de lui faire prendre des positions correctes. Certains secteurs dits radicaux des assemblées des cobas ont d'ailleurs eu du mal à accepter cette composante en leur sein. Le dernier écho de ces réticences s'est exprimé dans une assemblée à Naples, où est passée dans la confusion une motion « contre les autoconvoqués » soutenue par la droite des cobas enseignants et des ultra-gauche. Ces positions ont été formellement condamnées par la commission nationale des cobas.

◆ **Comment l'affaire des cobas s'est-elle développée, maintenant, chez les cheminots ?**

Franco. — Chez les cheminots, il existait déjà une tradition de lutte plus grande. Il y avait déjà des structures permettant la coordination. Le journal *Encora in marca*

est un fil rouge de la mobilisation chez les conducteurs. Il y a eu une série d'assemblées autoconvoquées. Les coordinations des cheminots, à la différence des enseignants, ont une hégémonie totale sur le milieu des conducteurs, et arrivent maintenant à l'hégémonie en ce qui concerne le personnel voyageant, les agents de train.

Toutes les grèves ont été majoritairement suivies. Il y a trois mois, les gens pensaient que 80 % des trains rouleraient. Ce fut exactement l'inverse. Lors de la dernière grève, le 12 décembre, seuls les convois que les cheminots avaient décidé de mettre en marche ont circulé.

Chez les conducteurs, encore, ce sont les assemblées autoconvoquées qui ont décidé de leurs plates-formes de lutte, contre les propositions des syndicats et le contrat déjà signé. Fin décembre les conducteurs avaient organisé sept journées de grève, les agents de train deux journées. Il faut remarquer que l'existence de deux coordinations ne répond pas aux souhaits des militants les plus avancés dans les chemins de fer, des animateurs du mouvement membres de Democrazia consiliare par exemple. Mais elle correspond à l'état d'esprit de la base, sans laquelle il n'y aurait pas de coordination du tout...

L'exemple des transports aériens est aussi très intéressant. Au départ, il n'y a pas de cobas. A Fiumicino, le grand aéroport de Rome, les dirigeants, les militants syndicalistes, la base ont affirmé : « *Nous ne faisons pas de cobas. Nous sommes les militants de l'UIL, de la CISL, de la CGIL... Mais nous ne sommes pas d'accord avec la politique de nos confédérations. Nous luttons quand nous le voulons, quand nous le décidons.* » Et cela a marché. Les trois dirigeants confédéraux ont appelé les ouvriers de Fiumicino, les travailleurs de l'air, à ne pas faire grève un dimanche. Pas un seul avion n'est parti. Défaite totale pour les bureaucrates contestés, non par des « extrémistes », mais par la base. Le gouvernement avait chargé deux ministres, dont celui des Transports, de mener une médiation avec les syndicats et la direction d'Alitalia. Les deux ministres, dont l'un est socialiste, avaient proposé une réglementation acceptée par les trois organisations syndica-

les. Mais elle a été repoussée par le chef du gouvernement. Et cela a renforcé la lutte et obligé les trois confédérations à réagir plus nettement.

Celles-ci avaient dit aux cobas : vous ne pouvez pas négocier, légalement c'est impossible. Avec cette prise de position du gouvernement, il semblait que les trois confédérations n'avaient plus la possibilité de négocier non plus...

◆ **Comment expliquez-vous cette distorsion entre les cobas qui se développent dans le secteur public et le gel des conseils ouvriers dans le privé ?**

Franco. — Dans l'industrie aussi les contrats ont été très contestés. La majorité des travailleurs de la chimie a voté contre les contrats signés dans la branche. Mais dans le secteur privé, la défaite ouvrière pèse et il manque la capacité de dire non aux contrats, de s'organiser pour continuer la lutte. Il n'y a pas eu les mêmes défaites dans le public que dans l'industrie. Il n'y a pas eu d'expulsion de l'avant-garde. Il existe une situation de stabilité de l'emploi et un sentiment de sécurité plus fort. Cela inquiète beaucoup les journaux bourgeois qui estiment qu'il faudrait aussi pouvoir licencier dans le public... Trentin, l'un des plus grands dirigeants de la CGIL, a lui aussi fait cette proposition.

L'autre différence entre le privé et le public réside dans le poids des organisations syndicales et du Parti communiste. Le contrôle de la bureaucratie syndicale est beaucoup plus fort dans l'industrie. Dans ce cadre, il est très difficile pour un animateur du syndicat d'organiser la lutte : les travailleurs sont assez démoralisés, il y a tout à craindre des patrons et le barrage de la bureaucratie syndicale est terrible. Des capacités d'encadrement de la CGIL et du Parti communiste beaucoup plus faibles dans la fonction publique ont indéniablement facilité la naissance des cobas.

Souvenons-nous qu'en 1969 les conseils d'usine sont apparus pour la première fois à la Fiat où les organisations syndicales étaient faibles. Face à ce vide, les ouvriers s'étaient donné une structure de masse pour organiser leur lutte.

◆ **En ce qui concerne le Parti commu-**



niste, les mouvements en cours et le développement des cobas risquent-ils d'induire ou d'aggraver la crise en son sein ?

Franco. — Le Parti communiste a perdu des voix aux dernières élections. Il est en crise, mais sans les phénomènes que l'on a pu voir en France ou en Espagne. Le centre contrôle le parti. La droite veut s'entendre avec le Parti socialiste, s'intégrer de manière toujours plus large dans le système. Elle organise des cercles, des rencontres avec les socialistes. Si elle ne contrôle pas le PCI, c'est sa ligne politique qui est appliquée par le centre. Un grand malaise règne dans le parti, des sections ne marchent plus. Mais la direction ne se préoccupe pas tellement de cela. Elle est d'autant plus à l'aise que la base a une moindre activité.

Des secteurs de gauche se retrouvent autour des positions de Cossuta, traditionnellement prosoviétique. Mais la gauche du PCI regroupe aussi d'autres sensibilités composites. On peut prévoir que la crise du Parti communiste se poursuivra avec des rythmes difficiles à prévoir.

Là, nous en revenons au rapport de la crise du PCI avec la question sociale. Beaucoup de choses dépendent du mou-

vement des cobas. S'il rend les travailleurs responsables de leurs luttes, si ce mouvement influe sur ce qui se passe dans les usines, cela peut modifier la situation sociale et politique. Si le mouvement des cobas est écrasé dans l'œuf, alors...

Les batailles de renouvellement de certaines conventions vont débiter maintenant. C'est une échéance très importante pour Democrazia consiliare. DC doit s'élargir, parler à la masse des travailleurs, des syndiqués, impulser des tendances plus larges, intéresser des secteurs du Parti communiste. Si les luttes se développent, cela aura des répercussions sur le Parti communiste. On pourra peut-être vérifier ici ce qui se passe dans le Parti communiste français, ce remue-ménage des « communistes rénovateurs » qui s'est nourri des luttes de l'hiver 1986.

Nous avons toujours expliqué que la situation politique serait débloquée par les luttes. Sinon, la situation resterait gelée et rien ne changerait. La situation actuelle justifie pleinement cette approche. Mais s'il y a défaite des luttes, tout sera différent...

Rome, le 12 décembre 1987
Propos recueillis
par Michel Morel

Le mouvement des cobas peut modifier la situation sociale et politique...

Cobas et syndicats

MICHEL MOREL

LA naissance et le développement des cobas répondent à une exigence : s'appuyer sur des formes de lutte démocratiques pour combattre la politique des contrats, contrats signés par des organisations syndicales censées représenter les travailleurs des catégories concernées. Des contrats qui, en outre, remettent en cause le droit de grève à travers l'autoréglementation.

On mesure le paradoxe. Et on peut facilement imaginer qu'il est difficile de se battre contre la politique des syndicats sans s'interroger sur leur rôle, voire sans remettre en cause, à des degrés divers, leur représentativité...

D'autant que les cobas — terme qui recoupe des réalités très diverses — constituent aujourd'hui de réelles directions des luttes des catégories concernées. Qu'il s'agisse des conducteurs de train, des travailleurs des aéroports, des salariés de l'Éducation nationale. Différence notable, notons-le au passage, avec les coordinations apparues en France lors de l'hiver 1986-1987.

La contradiction cobas/syndicats est donc des plus vives. Citons, pour l'illustrer, ces propos échangés lors de la réunion des cobas des transports (ferroviaires, aériens, urbains, maritimes...) qui se tint à Florence le 11 février dernier (articles parus dans *Il Manifesto* du 12 février 1988).

« Pour le moment l'issue est soit reconstruire soit reconstruire », explique Ezio Gallo, cinquante ans, dont trente passés à la conduite des trains, conseiller municipal à Scandicci sur la liste « Pour l'environnement et l'alternative », et une vie dans la CGIL. « Notre autonomie par rapport aux trois syndicats est toujours plus marquée. La poussée pour un quatrième syndicat est forte. Mais la majorité d'entre nous comprend également que c'est une confrontation générale et non pas corporatiste, catégorielle, qui importe. Nous lancerons une consultation pour savoir si nous devons construire une organisation syndicale démocratique. »

Mario Merlori, quarante-trois ans, de Civitavecchia, délégué de la CGIL et militant communiste, autre « leader » des conducteurs, conteste ce point de vue.

« Pour le moment je ne vois aucune hypothèse de nouveau syndicat à l'horizon et je n'y suis même pas favorable. Il casserait le mouvement en deux. Il faudrait lui trouver une étiquette politique et stratégique. Mais laquelle ? De droite, de gauche, du centre ? On est plus fort ainsi. »

Luigi di Paola, délégué CGIL des dockers de Gênes, est plutôt du même avis : « Le syndicat existe depuis qu'existent les ouvriers. Aujourd'hui, il y a une ligne fautive, il y a des hommes qui se trompent. La base, la base seule peut retourner la pyramide : on peut faire naître dès aujourd'hui mille sigles et petits sigles, mais on ne résoudra pas le problème ainsi. »

« C'est différent pour nous, insiste un autre conducteur de train, des cobas de Rome. Vous avez réussi à renverser la pyramide. Nous aussi potentiellement nous l'avons fait. 96 % des 25 000 conducteurs ont repoussé l'accord signé par les syndicats [et organisé huit grèves en neuf mois. NDLR]. Mais il ne s'est vraiment rien passé. »

« A l'occasion, note *Il Manifesto*, est arrivé d'outre-Alpes le conducteur français Michel Auffray, trente ans à peine, membre du Comité national de liaison des cheminots, et trois représentants de la grève historique de la SNCF. Conducteurs, dockers, personnel roulant, travailleurs des aéroports : le Gotha des rebelles était au complet. Pour tous, une seule vérité : le syndicat, celui qui est confédéral, s'éloigne de plus en plus de la base. Mais quelle solution apporter au dilemme ? »

« Rompre l'isolement et renforcer l'auto-organisation. » C'est la solution ambitieuse qu'avance le journal des conducteurs de train *Encora in marca*, fil rouge des cobas des cheminots, revue politico-syndicalo-technique, qui ne compte pas moins de huit mille abonnés parmi les conducteurs de train. « La richesse de la coordination des conducteurs unis, c'est l'unité, souligne la revue. C'est une expression de force mais également de faiblesse si elle ne réussit pas à éveiller un appui sur le terrain social, soutenant ses propres intérêts. Rompre l'encerclément qui pourrait nous affaiblir signifie se mobi-



liser pour améliorer les termes du débat avec les travailleurs qui, par proximité professionnelle, peuvent le mieux comprendre nos problèmes, afin de combattre la logique des corporatismes, alimentés par l'opportunisme syndical et la division des travailleurs.»

Il faut « renforcer l'auto-organisation à la base, poursuit la revue, pour rejeter la reproduction, même à un petit niveau, de la bureaucratie syndicale, et le concept de délégation. Il est possible de développer par le bas des mouvements unitaires réellement représentatifs de l'immense majorité des travailleurs, pouvant agir comme des syndicats de fait. »

Assistant à la réunion des cobas des transports de Florence, Luigi Sarraceni, membre de Magistrature démocratique, conclura : « Vous êtes déjà un syndicat par la représentativité réelle que vous exprimez. Il n'est pas question de faire des cartes d'adhésion, point n'est besoin. Seulement, ceux qui refusent de vous reconnaître violent la Constitution, parce que le vrai rôle n'est pas d'être reconnu par les parties adverses mais de représenter les

travailleurs. » La remarque est pertinente. Encore que les syndicats des chemins de fer, par exemple, n'ont pas accédé à la demande de la coordination des cheminots de participer à la discussion, à l'élaboration et à la signature des contrats auxquels les travailleurs du rail seront assujettis.

On mesure la malaise. A quoi sert d'être syndicat de fait, sans être reconnu de droit ?

Les travailleurs des aéroports ont déclenché la grève immédiatement après avoir appris que « leurs » syndicats avaient signé un accord sans les consulter. Mais l'accord était signé.

Dirigée contre la politique des contrats la poussée des cobas s'exerce jusqu'au cœur même des organisations syndicales qui signent ceux-ci. Les animateurs des cobas sont souvent également des animateurs de l'organisation syndicale. Membres de la CGIL, des militants du PCI côtoient dans les cobas des militants de DP et de la LCR. Les membres de ces deux organisations, quant à eux, se retrouvent au sein de la CGIL dans la tendance lutte de classe

Democrazia consiliare. Le lien cobas-opposition syndicale peut-il renforcer l'une et les autres, permettant ainsi de remettre en cause, de l'intérieur même du syndicat, la politique que sa direction met en œuvre ?

L'appréciation que porte Democrazia consiliare sur les cobas est positive. « *L'état particulier de bureaucratisation, de structuration des organisations syndicales, et la pratique antidémocratique des contrats mise en œuvre dans le secteur public et les services ont poussé à des formes d'auto-organisation des travailleurs, à des mobilisations et à des luttes ayant des contenus alternatifs. Nous appuyons et soutenons dans ces secteurs la formation et la consolidation des comités de base qui peuvent représenter tous les travailleurs, inscrits et non inscrits au syndicat, et nous invitons les inscrits à la CGIL à y participer.* » (Résolution adoptée à la dernière convention de DC.)

Cependant, Franco Grisolia, membre de la tendance Democrazia consiliare et militant de la LCR, dans une interview à *Bandiera Rossa*, explique : « *Je crois qu'il manque à DC dans son ensemble une compréhension de la nature profonde du phénomène des comités de base comme expression d'une tendance générale à l'auto-organisation des travailleurs, après des années de défaites dues à la politique de la bureaucratie. Dans des formes aujourd'hui particulières, les comités de base représentent la tentative de secteurs de masse des travailleurs de se réapproprier un instrument d'auto-organisation pour soutenir leurs revendications, avec des formes de mobilisation, de lutte et des plates-formes répondant à leurs propres besoins objectifs. C'est seulement en comprenant cela qu'il est possible d'assumer, dans la pratique et non seulement formellement, une attitude cohérente à l'égard des potentialités de l'auto-organisation, dans certains secteurs du moins, dans un futur proche.* »

La situation actuelle en Italie marque de son empreinte les bases de la tendance Democrazia consiliare ». Cette dernière défend trois thèmes principaux dans la CGIL : la défense du droit de grève en opposition aux projets d'autoréglementation avancés par le syndicat ; l'exigence du respect de la démocratie et de la représen-

tation des travailleurs ; la défense de l'Etat social attaqué par les capitalistes et par une série de propositions des organisations syndicales elles-mêmes.

Les deux mouvements, selon nous, se complètent. La force des cobas ne peut que nourrir le développement de l'opposition syndicale. Même s'il ne faut pas sous-estimer les réticences que peut entraîner au sein même de l'opposition syndicale le développement des comités de base. Le leaderisme syndical, oppositionnel ou pas, a toujours tous ses dangers. Tel est visiblement le cas dans les comités de base de l'école où le groupe dirigeant de Democrazia consiliare apparaît, en ce qui concerne le rôle des organismes de base, en retrait par rapport aux militants de DP, de la LCR, du PCI...

Les cobas de l'école connaissent un autre problème majeur qui a conduit à une scission au début de l'année, entre les « unitaires » et les « corporatistes » pour parler rapidement. Les premiers développaient une plate-forme unifiant les catégories des travailleurs de l'éducation, de l'agent de service au professeur ; les seconds regroupant essentiellement des enseignants du supérieur lorgnaient vers leur assimilation catégorielle aux professeurs d'université. Comme quoi le développement de l'auto-organisation et des comités de base ne garantit en rien les revendications : la division catégorielle peut également y produire ses ravages.

Les cobas de l'école « unitaires » (qui sont largement majoritaires) redoublent actuellement d'efforts pour reconstituer une unité des salariés de la profession mise en danger, et ce à la veille des batailles que devraient connaître les écoles italiennes au cours de ce printemps. Le développement des cobas en Italie, leur irruption sur la scène politique et sociale ont, sur le terrain des luttes, produit une bouffée d'air salubre dans un climat morose. Plus largement, ce mouvement participe d'un redéploiement des luttes à l'échelle du continent européen, de l'Italie à l'Angleterre en passant par la Belgique et la RFA. Ce qui, sans doute, explique que les acteurs des grèves de l'hiver 1986-1987 en France aient rencontré un tel accueil lors de leurs visites dans différents pays de la CEE.

Michel Morel

Rédemption et utopie

ENZO TRAVERSO

DANS son dernier livre, *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale**, Michael Löwy reconstruit l'itinéraire spirituel d'une génération d'intellectuels juifs allemands et autrichiens, les derniers représentants d'un univers culturel aujourd'hui disparu, effacé par le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale. La synthèse dialectique entre l'idée messianique de *rédemption* et l'*utopie* révolutionnaire/libertaire était l'élément commun de cette génération de la *Mitteleuropa* juive. Karl Mannheim et Gershom Scholem avaient déjà remarqué l'existence d'une homologie structurelle entre le messianisme juif (ou le chiasme chrétien) et la pensée libertaire. D'après Löwy, ces deux courants partagent trois aspects fondamentaux : a) une tension utopique/restauratrice vers un ordre totalement nouveau, mais capable en même temps de rétablir une harmonie originaire brisée (un concept exprimé en hébreu par le mot *tikkoun*) ; b) un élément apocalyptique/catastrophique : l'idée libertaire de révolution sociale et la conception juive qui voit la transition du présent historique au futur messianique comme un cataclysme, comme une irruption violente, comme une *apocalypse* ; c) finalement, le refus de l'autorité, traduit par le principe anarchiste de l'abolition de l'Etat et par l'aspiration messianique au dépassement de toute forme de pouvoir temporel, à l'accomplissement du royaume de Dieu qui délivrera les hommes et les femmes des obligations de la Torah. Sur la base de ces homologies structurelles, une relation d'*affinité élective* (dans le sens goethien de *Wahlverwandschaft*) tend à s'établir entre le messianisme juif et la pensée libertaire dans le cadre d'une aire culturelle et d'une conjoncture historique précises : la *Mitteleuropa* au tournant du siècle. Dans cette période de tensions et d'espoirs révolutionnaires — Russie 1917, Hongrie 1919, Allemagne 1918-1923 — l'orientation culturelle dominante dans les pays de langue allemande est le *romantisme*, conçu dans un sens large comme une critique de la modernité industrielle au nom d'un passé précapitaliste, où l'harmonie des rapports humains n'avait pas encore été

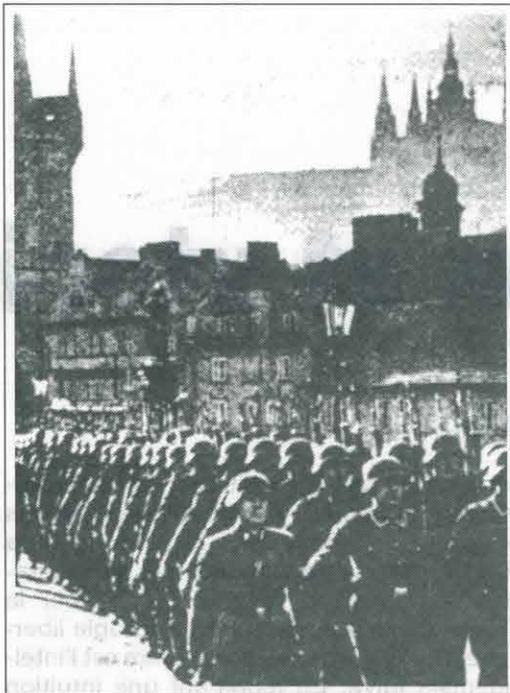
remplacée par un système rationnel/bureaucratique, la « communauté » par la « société » (Tönnies) et la *Kultur* par la *Zivilisation*. Si le romantisme anticapitaliste est l'horizon culturel qui permet la fusion du messianisme et de l'utopie libertaire, le « lieu » de cette rencontre est l'intelligentsia juive. En reprenant une intuition de Hannah Arendt, Löwy développe une sociologie de cette couche d'intellectuels parias. Assimilés et imprégnés de culture allemande, mais en même temps marginalisés et discriminés, exclus de l'enseignement universitaire et frappés par la montée de l'antisémitisme, entrés en conflit avec la génération des pères — la bourgeoisie juive, libérale et *Aufklärer*, issue de l'émancipation — ces intellectuels développent une sensibilité romantique/anticapitaliste où la redécouverte de la dimension religieuse de l'identité juive s'unit à la révolte contre la société bourgeoise. Cette orientation se traduit dans un engagement révolutionnaire qui voit un grand nombre d'intellectuels juifs combattre en première ligne pendant le soulèvement spartakiste et les républiques des conseils ouvriers de Bavière et de Hongrie.

L'articulation de l'élément religieux/messianique et de l'élément anarchique/libertaire peut varier considérablement dans la pensée et dans l'œuvre des différents auteurs. Löwy propose une typologie dans laquelle l'on distingue deux catégories principales : a) les Juifs « religieux/anarchisants » : le philosophe Martin Buber, le théologien Franz Rosenzweig, le grand historien du judaïsme et de la kabbale Gershom Scholem ; b) les Juifs assimilés « athées/religieux », dont la sensibilité garde toujours une dimension religieuse « souterraine » : l'écrivain et critique littéraire anarchiste Gustav Landauer, les philosophes Ernst Bloch et György Lukács (chez lequel cependant l'adhésion au marxisme comporte l'abandon de toute référence au messianisme), le sociologue et historien de la psychanalyse, Erich Fromm. En dehors de ces courants, se situent deux auteurs : Franz Kafka et Walter Benjamin. La dimension religieuse, sans jamais paraître explicitement, traverse toute l'œuvre littéraire de Kafka sous

1988, Paris
Le Livre de Poésie
Les Éditions de la Diffusion
10, rue de Valenciennes

* Michael Löwy, *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Presses universitaires de France, Paris, 1988.

1939, Prague :
le pont Charles.
Les nazis démantèlent
la Tchécoslovaquie.



la forme d'une « théologie négative ». Ses romans expriment un sentiment d'horreur pour le monde moderne, vu comme une machine bureaucratique, anonyme et opprimante, mais ils présentent en même temps une vision du monde où l'utopie est « radicalement absente » (ou mieux, selon les mots de Löwy, se manifeste en tant qu'« utopie négative »). Mais l'auteur dans lequel le messianisme juif et l'utopie libertaire se fondent totalement en créant une nouvelle conception de l'histoire est Walter Benjamin. Dans ses *Thèses de philosophie de l'histoire* (1940), le conflit traditionnel entre matérialisme historique et messianisme est dépassé dialectiquement dans une synthèse où, d'après Löwy, « c'est la révolution prolétarienne qui peut et doit opérer l'interruption messianique du cours du monde » (p. 155).

Ce n'est pas dû au hasard si le romantisme anticapitaliste, le messianisme juif et parfois le marxisme (W. Benjamin, E. Bloch, le jeune G. Lukacs, E. Fromm, L. Löwenthal, M. Sperber, E. Leviné) trouvent un lieu de rencontre dans l'intelligentsia juive d'Europe centrale. En France, où l'émancipation remonte à la Révolution de 1789, il n'y a pas d'intelligentsia juive *pariâ*, mais une élite « israélite » bien intégrée dans les institutions (malgré la persistance de l'antisémitisme, éclaté à la fin du XIX^e siècle dans l'affaire Dreyfus). En Europe orientale, il y a une communauté juive opprimée — un réservoir inépuisable de recrutement pour les mouvements révolutionnaires — qui, en revanche, n'est pas assimilée. Les intellectuels juifs de l'Est découvrent la dimension nationale — la *Yiddishkeit* — mais non pas la dimension religieuse du judaïsme. Ils sortent du ghetto et non pas de la bourgeoisie libérale et, à leurs yeux, la religion n'apparaît pas

comme une valeur spirituelle, mais comme une réalité obscurantiste incarnée par les rabbins.

L'intelligentsia juive révolutionnaire/messianique est donc une spécificité d'Europe centrale ; en France et dans l'Empire tsariste, on peut trouver seulement des figures isolées d'intellectuels juifs imprégnés de messianisme révolutionnaire. Löwy consacre un chapitre de son livre à une de ces exceptions : l'anarchiste français Bernard Lazare. A mon avis, il y a aussi une exception russe : Nachman Syrkin, le père du sionisme socialiste, un mouvement qu'il interprétait, selon les mots de l'historien Jonathan Franker, comme « une nouvelle version de l'ancien messianisme juif » (*Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism and the Russian Jews 1867-1917*, Cambridge University Press, 1984, p. 306). Cette « étude d'affinité élective », comme l'auteur définit *Rédemption et utopie*, est un travail unique en son genre pour l'originalité de la thèse, la rigueur analytique et la richesse de la documentation. On pourrait la comparer peut-être à l'œuvre de Frederic Grunfeld, *Prophets without Honour* (MacGraw Hill, New York, 1979), mais à la différence de Grunfeld, qui se limite à présenter une galerie assez hétérogène de portraits intellectuels — de Mahler à Freud, de Kafka à Tucholsky, de Einstein à Benjamin —, Löwy sélectionne et étudie ses auteurs sur la base de leur communauté spirituelle profonde. On peut lire son livre comme la tentative fascinante de faire la lumière sur un aspect important de la culture judéo-allemande, qui « nous apparaît aujourd'hui comme un monde disparu, un continent effacé de l'histoire, une Atlantide engloutie sous l'océan avec ses palais, ses temples et ses monuments » (p. 7). Mais on s'aperçoit enfin que cette recherche pose aussi une interrogation actuelle, concernant le statut de la religion dans la théorie marxiste. Le matérialisme historique peut-il être enrichi par une dimension religieuse ? Est-il possible de se contenter de répéter la critique athée/rationaliste que traditionnellement les marxistes ont adressée à la religion ? La réponse de Löwy est implicite dans sa revalorisation de Walter Benjamin.

Enzo Traverso

* Michaël Löwy, *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Presses universitaires de France, Paris, 1988.

Les Cahiers d'étude et de recherche

Le dernier numéro des *Cahiers d'étude et de recherche* (CER) vient de paraître. Numéro double de 64 pages, il porte sur les sociétés postcapitalistes, l'URSS et la Yougoslavie en particulier. Centré sur les rapports entre planification, mécanismes marchands et démocratie politique, ce *Cahier* aborde certaines des questions les plus brûlantes aujourd'hui, discutées de Moscou à Pékin, de Hanoï à La Havane.

Malgré le caractère ardu de la matière traitée dans ce *Cahier*, Catherine Samary réussit à présenter de façon à la fois claire et rigoureuse la nature et les enjeux des conflits d'orientation qui se déroulent actuellement en URSS. Elle revient sur de nombreuses questions de méthode, rejetant à la fois le modèle du plan bureaucratique hérité du stalinisme et le culte nouveau du marché ; culte nourri par les impasses de la planification soviétique (et de bien d'autres). Tout en restituant les données du grand débat économique que l'URSS a connu durant les années 1920, opposant notamment Boukharine et Prébrazjensky, elle s'attache à tirer les leçons de l'expérience yougoslave. Elle présente et discute les thèses de nombreux chercheurs et théoriciens contemporains, occidentaux, soviétiques ou est-européens.

Dans ce CER n° 7-8, Catherine Samary reprend des cours qu'elle a présentés à l'institut international de recherche et de formation (IIRF). Les *Cahiers* sont publiés dans le cadre des activités de cet institut, situé à Amsterdam. Bien souvent, les CER publient, sous forme retravaillée, le sujet des conférences organisées dans les locaux de l'IIRF. Il s'agit donc, dans la plupart des cas, d'écrits originaux.

Systematiquement publiés en anglais comme en français, les *Cahiers* commencent aussi à paraître en espagnol (le numéro un — une étude d'Ernest Mandel sur la formation du marxisme — vient d'être publié en Uruguay et au Mexique). Ils prolongent ainsi l'effort de formation international engagé par l'IIRF. « Formation » et « international » : ces mots résument deux des principaux objectifs que s'assigne cette nouvelle collection périodique. A l'occasion des séminaires organisés par l'IIRF et avec la parution des CER, il s'agit de reprendre un travail de formation fondamentale, d'emblée international par la diffusion, les auteurs sollicités, les sujets abordés et l'appareil critique qui accompagne les textes (bibliogra-

phies, documents et annexes, etc.). Si la majorité des CER déjà parus ont été écrits par des Européens, commencent à être publiés des auteurs japonais et latino-américains. L'éventail sera progressivement élargi de façon à donner une image vivante des expériences et des élaborations en cours dans divers pays et continents. Nous voulons en effet contribuer à accroître les échanges politiques et militants internationaux, trop pauvres (et notamment en France où l'édition est loin de briller par la rapidité des traductions). Il s'agit là, pour nous, d'un objectif très important.

C'est dans cette optique que nous publions parfois des textes déjà parus dans une langue, mais inconnus dans d'autres. Le CER n° 4 reproduit en français deux chapitres d'un ouvrage sur la théorie de la révolution permanente, écrit par Michaël Löwy et originellement publié en Angleterre (dans *New Left Book*). Le *Notebook for Study and Research* (NSR, l'équivalent en anglais des CER) qui lui correspond reproduit pour sa part le rapport de Daniel Bensaïd sur la stratégie révolutionnaire, paru initialement dans la collection Racines, aux éditions PEC-La Brèche. Le CER n° 6, pour sa part, présente (avec une introduction originale de Michaël Löwy), divers textes sur les régimes populistes en Amérique latine, connus en espagnol mais pas en français.

Internationale par vocation, la formation assurée par les CER doit donc favoriser les études nationales comparatives. Nous avons par exemple publié une première analyse de l'histoire d'un mouvement ouvrier, avec l'étude de Muto Ichiyo sur le Japon (CER n° 5). Nous espérons publier durant la prochaine période d'autres études, portant notamment sur les mouvements ouvriers nord-américain et français.

Ce faisant, nous essayons d'introduire une démarche proprement politique, en combinant l'analyse de questions fondamentales (comme celle de l'indépendance de classe) avec l'analyse des conditions historiques concrètes qui conditionnent dans chaque cas particulier l'évolution des luttes, des consciences, des organisations et des mouvements. C'est précisément ce qu'a fait Muto Ichiyo en étudiant l'évolution du mouvement ouvrier de son pays en rapport avec celle du capitalisme japonais (ainsi qu'avec l'évolution des relations entre impérialismes nippon et américain).

Sont parus dans les CER

N° 1 : La place du marxisme dans l'histoire, par Ernest Mandel.

N° 2 : La révolution chinoise, tome I, par Pierre Rousset.

N° 3 : La révolution chinoise, tome II, par Pierre Rousset.

N° 4 : Sur la révolution permanente, par Michaël Löwy.

N° 5 : Luites de classes et innovations technologiques au Japon depuis 1945, par Muto Ichiyo.

N° 6 : Le populisme en Amérique latine, textes d'A. Gilly, H. Hirata, C. Vilas, PRT argentin, présentés par M. Löwy.

N° 7 : Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes, par Catherine Samary.

ABONNEZ-VOUS, ECRIVEZ-NOUS

Les numéros individuels des CER coûtent, suivant leur nombre de pages, 20, 25 ou 40 francs (ce dernier prix pour un numéro double).

On peut trouver les CER en vente à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

L'abonnement pour 9 numéros (soit près de deux ans) coûte 180 francs.

Pour s'abonner : écrire à CER, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil France. Chèques libellés à l'ordre de Pierre Rousset. Compte bancaire : Crédit Lyonnais/Paris/Roquette 30002/816/47170C/44. Compte postal : CCP Paris 11 541 97 T.

Pour d'autres correspondances : écrire à IIRF/IIRE, Postbus 53290, 1007 RG Amsterdam, Pays Bas.

On retrouve cette préoccupation majeure dans tous les Cahiers d'étude et de recherche, particulièrement dans ceux qui traitent directement de sujets historiques, comme le CER n° 1 (Mandel sur la formation du marxisme), n° 2 et 3 (Rousset sur le maoïsme), n° 5 (Muto sur le Japon), mais aussi dans ceux qui abordent des thèmes plus généraux, comme le CER n° 4 (Löwy sur la révolution permanente), n° 6 (collectif, sur le populisme en Amérique latine) et n° 7-8 (Samary sur les sociétés postcapitalistes).

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous essayons, dans les CER, d'intégrer et de présenter les débats et les données historiques telles qu'elles peuvent être connues aujourd'hui, en prenant notamment appui sur des recherches récentes, même quand l'étude porte sur des sujets « classiques » (comme la révolution chinoise). Tant en ce qui concerne les préoccupations (les questions que l'on se pose) que les sources sur lesquelles on s'appuie, la formation politique doit être en permanence actualisée : en ce domaine, pas plus que dans les autres, on ne peut se contenter de routine.

La formation, fondamentale et politique, doit être critique, comme le marxisme lui-même, en tant que discipline de pensée. Les CER tentent de favoriser une telle éducation critique en s'ouvrant aux études nationales comparatives (qui suscitent souvent des questions incisives), en offrant un appareil de références large (en y incluant des points de vues différents, voire contradictoires), et en présentant des auteurs de traditions diverses. La confrontation d'expériences, d'élaborations et d'analyses nous semble indispensable.

La majorité des CER ont été écrits par des auteurs qui se rattachent à l'histoire de la IV^e Internationale ; mais ce n'est pas le cas de tous. Notons, par exemple, que Carlos M. Vilas (dont un texte est publié dans le CER n° 6), un marxiste argentin indépendant, est actuellement un conseiller économique du gouvernement sandiniste nicaraguayen. Muto Ichiyo, quant à lui, dirige AMPO, une revue anti-impérialiste japonaise qui n'est rattachée à aucune des organisations de la gauche et de l'extrême gauche nipponne.

Cette « ouverture » des Cahiers correspond aussi à une vocation de l'IIRF. A l'occasion des sessions de formation qu'il organise, cet institut favorise en effet les échanges entre stagiaires de pays et continents variés, d'histoires et de traditions diverses.

Avec la publication des CER, nous espérons contribuer à (re)constituer un appareil de formation et de recherche qui soit à la fois pratiquement accessible à des militants dans un nombre aussi grand que possible de pays, qui leur soit utile et qu'ils utilisent effectivement. C'est une entreprise difficile et qui demande du temps. Les Cahiers ont commencé à paraître voilà environ un an et demi. Huit numéros sont aujourd'hui parus en français et — bientôt — en anglais. Nous n'avons encore pu traiter qu'un nombre très limité de sujets.

Un nombre beaucoup plus important de questions ont été abordées durant les sessions d'études organisées par l'IIRF. Un véritable capital-formation se constitue ainsi, au fil des années. Pour que ce capital-formation ne s'évapore pas, comme c'est si souvent le cas avec des exposés oraux, il faut publier. Mais cela demande beaucoup de travail, pour que l'orateur devienne auteur ! Il faut donc le temps.

Dans les prochains numéros, nous prévoyons de publier des études sur la fondation de la IV^e internationale, les révolutions bourgeoises, le stalinisme, la révolution cubaine, marxisme et féminisme, la théologie de la libération, les débats sur la transition au Nicaragua, le syndicalisme français et nord-américain, etc. En l'état actuel de nos moyens, la publication des Cahiers reste encore aléatoire en espagnol ; un seul numéro est paru à ce jour. Or, l'espagnol (le castillan) est devenu la deuxième langue internationale, après l'anglais (le français étant aujourd'hui, disons, une langue provinciale). Il reste donc beaucoup à faire.

Une publication périodique comme les CER a, bien évidemment, besoin de la collaboration active de ses lecteurs. L'abonnement est une aide, pour la publication et pour le lecteur lui-même. Il nous est par ailleurs difficile de nous faire connaître en dehors de milieux restreints. Tout ce qui peut contribuer à élargir la diffusion des CER (comme des NSR en anglais) sera plus que le bienvenu : présentation de notre périodique dans d'autres revues, placement de dépôts dans de nouvelles librairies (en particulier dans les quartiers et en province), etc.

Nous avons aussi un pressant besoin des commentaires, critiques et suggestions de la part de ceux qui utilisent les Cahiers. Nous vous invitons donc à nous écrire, à l'adresse indiquée ci-contre.

Pierre Rousset

ABONNEMENT A DOMICILE		France DOM-TOM		Etranger	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCP	450 F	500 F	500 F	500 F	500 F
1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	160 F	170 F	170 F	170 F	170 F
3. SIX MOIS DE L'HERDO ROUGE	65 F	75 F	75 F	75 F	75 F
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	250 F	250 F	250 F	250 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	100 F	170 F	170 F	170 F	170 F
6. INPRECOR (quinzotnaire), 1 an	250 F	250 F	250 F	250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F	170 F	170 F	170 F
8. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)	3 mois : 300 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	1 an : 800 F	1 an : 800 F

Nom
 Prénom
 Adresse
 Formule choisie
 Règlement à l'ordre de la P.E.C.,
 2, rue Richard-Lenoir,
 93108 Montreuil.
 ☎ 48 39 00 80

NOUVEAUTES LA BRECHE

Mai si !, 1968-1988, rebelles et repentis, Daniel Bensaïd, Alain Krivine. 224 pages, 75 F. Comment conserver une boussole révolutionnaire à travers les événements qui ont marqué les vingt dernières années ? Cuba, Vietnam, Portugal, Pologne, Nicaragua entre autres ? Dans cette réponse percutante à *Génération*, Alain Krivine et Daniel Bensaïd posent aussi les jalons pour l'action future.



La Marche de Wang Fanxi, mémoires d'un révolutionnaire chinois. 320 pages, 98 F. En 1935, à dix-huit ans, Wang Fanxi rejoignait les pionniers du mouvement communiste chinois. Ce témoignage passionnera tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Chine et du mouvement communiste. Déjà publié aux Oxford University Press.

Wang FANXI

La marche de Wang



Mémoires d'un révolutionnaire chinois

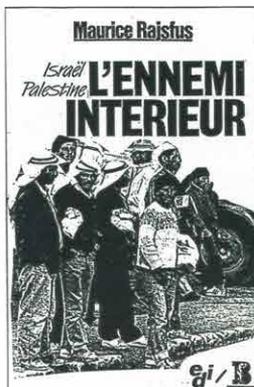


Black Exit to 68, vingt-deux nouvelles sur Mai, 224 pages, 75 F. Vingt-deux experts ès-Mai 68 se sont penchés sur ce mois mythique. Parmi eux, Vilar, Jonquet, Daeninckx, Fajardie, Demure, Pouy, Jaouen, Delteil, Kristy, Naudy, ainsi que deux auteurs étrangers connus (l'italien Lorian Macchiavelli et l'Allemand -ky). Pour eux, la vraie frontière, c'était la barricade. Avec une préface au vitriol d'Alain Dugrand et, en fin du livre, une biographie surprise de chacun des auteurs.



Israël, Palestine, l'ennemi intérieur, Maurice Rajsfus, 208 pages, 90 F.

Dans ce livre, Maurice Rajsfus s'attache à décrire les mécanismes de l'oppression quotidienne, de la répression devenue banale, des « faits divers », du harcèlement conduit par l'occupant israélien depuis plus de vingt ans qui ont préparé la révolte de la jeunesse palestinienne.



Automne à Santiago. Nicolas Siterre. 240 pages, 85 F. Chronique romancée des événements tragiques de mars 1985, lorsque la dictature a égorgé trois dirigeants communistes. Images fortes des premières protestas, portraits chaleureux de ceux qui résistent, description des tensions qui traversent le monde politique et syndical chilien.

Yougoslavie 1945-1985 : le marché contre l'autogestion. Catherine Samary. 320 pages. Sortie en mai. Le livre décrit le va-et-vient entre les questions théoriques de la transition au socialisme et l'histoire concrète de quarante années de réformes économiques successives. Livre important au moment où l'expérience yougoslave prend une tournure tragique.

LA BRECHE EN FLEUR CE PRINTEMPS

De nombreux titres sont proposés à votre attention, en prise directe sur l'actualité (Palestine, anniversaire de Mai 68) ou traitant de problèmes politiques et syndicaux de fond (Racines n° 3, Yougoslavie). Tous ces ouvrages seront présentés au Salon du livre (14-20 avril) et de Genève (11-15 mai).

N'oubliez pas de vous procurer les derniers titres parus :

Maxime Durand, *la Tourmente mexicaine*, 200 p. 73 F.
Georges Labica, *le Paradigme du Grand-Hornu*, 138 p. 60 F.
Racines n° 2, *Stratégie et parti*, 142 p., 30 F.
Racines n° 3, *La LCR et le mouvement syndical, politique et revendications*, 112 p., 30 F.
Laurent Batsch, *la FEN au tournant*, 176 p., 66 F.
Chevallard-Leconte, *Travail des femmes, pouvoir des hommes*, 188 p., 78 F.
Che Guevara, *Ecrits d'un révolutionnaire*, 248 p., 85 F.

librairie diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture

lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Redaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551